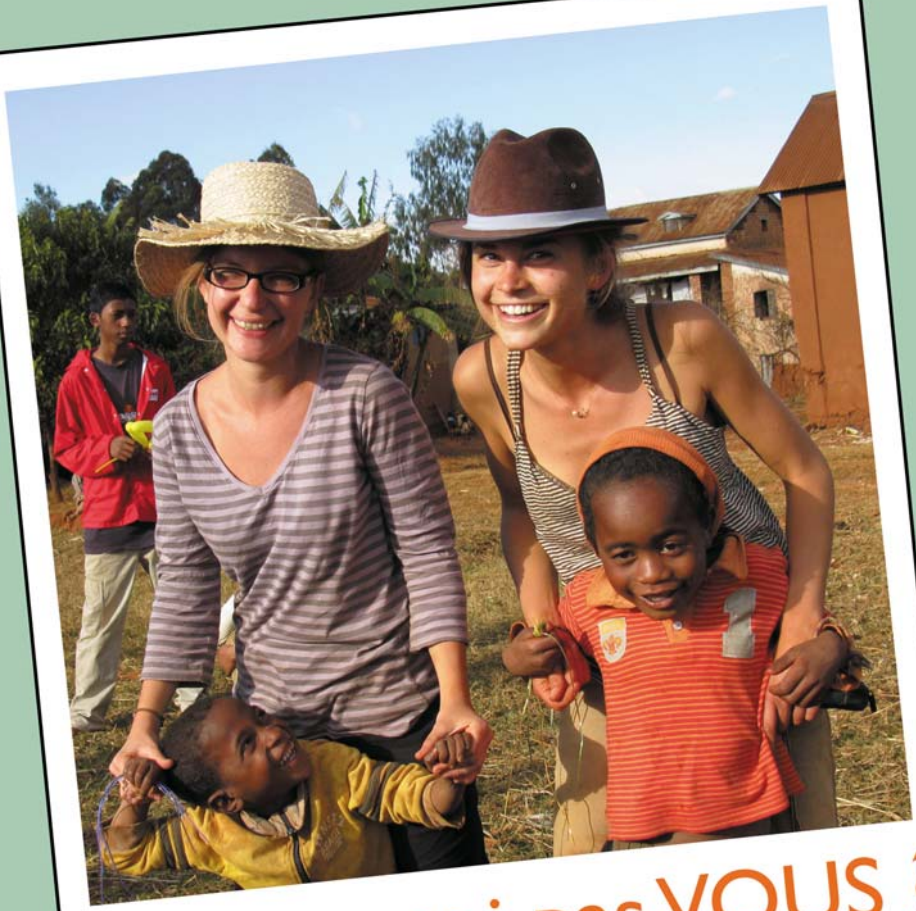
n° 123 - Janv. - Fév. 2010 - 3 euros

AVENTURE

Solidarités Étudiantes



Et pourquoi pas VOUS ?

18-35 ans,

cet été, partez avec les Missions de la Guilde
découvrir le monde à travers une aventure solidaire !

La Guilde

http://missions.la-guilde.org

Contact : missions@la-guilde.org / 01.43.26.97.52

AVENTURE

n° 123 - Janv. - Fév. 2010

Directeur de la publication : Patrick Edel
Rédactrice en chef : Sophie Landel
Avec la participation de :
F. Altibelli - F. Barrot - M. Bascle - R. Belmin M. de Bénazé - Ch. Berquin - S. Brunel C. Charvet - A. Chhor - A. Courrèges - I. Cosnard A. Courteix - J.-Ch. Crespel - L. Donnard J. Duvernay - A. A. Goma - E. Jeannin-Naltet D. Jenny - J. Lamy - H. Landowski - C. Larchey-Niccolai - C. Laronde - M. Le Gendre - C. Lelièvre V. Lequien - A. Ludwig - G. Mora - C. Morand C. Moro - A. Noguès - C. Névoret - M. Podriga-Duroux - C. Schwab - J. Shorn - C. Vilnet.

Administration, rédaction, abonnements, publicité :
Guilde européenne du raid
11 rue de Vaugirard - 75006 Paris
Tél. : 01 43 26 97 52
Fax : 01 46 34 75 45
www.la-guilde.org

Abonnement : 6 numéros / 19 euros

Seuls les articles signés ès-qualité par les membres de la Guilde engagent l'association.
Tous droits de reproduction réservés.

N° CPPAP : 0212 G 83995
N° ISSN : 1298-7182
Périodicité : trimestrielle

Mise en pages : www.pacopao.info
Imprimerie : JOUVE
11 bd. Sébastopol, B.P. 2734
75027 Paris Cedex 01

Le Groupe Jouve est une entreprise reconnue pour son engagement dans une démarche industrielle responsable et respectueuse de l'environnement (certifiée IMPRIM'VERT, PEFC, FSC et SME).

SOMMAIRE

2 DES TÉMOIGNAGES D'ASSOCIATIONS ÉTUDIANTES
- *Retour sur un parcours, de Paris 8 à l'Afghanistan*
- *Design et artisanat*
- *En route pour le Cambodge !*
- *Psychomotricité et échange culturel au Pérou*
- *L'association 3D'Tour*
- *L'entrepreneuriat solidaire*
- *Nété Boulou 2009*
- *Micro Drilling Project*
- *Kpele-Tsiko*
- *Centre d'Handicapés de Koupéla*
- *Atout Lire Au Burkina*
- *Des maux sur le bout de la langue*
- *Un autre monde est possible au Pérou*
- *SOS Pérou*

16 LES MISSIONS COURTES DE VOLONTARIAT D'INITIATION

16 Des témoignages de bénévoles
- *Terres massais*
- *Aux portes du Caucase*
- *Couleur sur le bénévolat*
- *Aventure au pays des éléphants*
- *La voie de la solidarité internationale*

22 Des témoignages de partenaires
- *En faveur de l'éducation des enfants boliviens*
- *Une jeunesse mondialisée*
- *Il y a de la joie en Afrique*

25 LE VOLONTARIAT DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE
- *Les statistiques nationales 2008*
- *Une expérience VSI qui marque*
- *L'envol de la « Media-Luna »*

29 LA FAIM N'EST PAS UNE FATALITÉ

35 INITIATIVES JEUNES SOLIDAIRES

@ news
Recevez chaque mois la Newsletter de la Guilde ! Inscrivez-vous dès aujourd'hui sur :
www.la-guilde.org

Éditorial

Photo © www.matthieualexandre.com

L'impressionnante catastrophe d'Haïti montre la capacité de mobilisation des États comme des opinions mais, c'est en permanence que des Haïti silencieux existent de par le monde, contrastant avec les extravagances de Dubaï et tant d'impudences au Nord comme au Sud. Certes, ici même les situations difficiles existent, mais elles ne mettent pas en cause la vie même, notamment des plus vulnérables, comme c'est encore le cas dans les pays du Sud même lorsqu'ils ne sont pas en proie aux guerres civiles et aux potentats.
Ce sentiment que l'on peut se rendre utile en réunissant quelques moyens suscite l'engagement des jeunes et les initiatives de solidarités étudiantes. Des voyages, certes, comme cela est parfois dit avec condescendance, mais qui sont autant d'engagements présentés comme chaque année dans ce numéro spécial de notre revue. Parfois évoqués, les coûts des billets d'avion comparés aux besoins locaux, sont dans ce cas certainement compensés par la rencontre humaine et une participation active, seules à pouvoir générer les dynamiques nécessaires ici et là-bas.
Ces actions sont de deux types :

- Jeunes volontaires des missions d'initiation que la Guilde organise depuis une douzaine d'années (p. 35) qui, sur une courte durée, apportent leur appui ;
- Associations de Solidarités Étudiantes investies, souvent durablement, sur un projet (p. 2) qui, outre l'amélioration d'une situation locale, contribuent efficacement à une éducation au développement dont les campagnes n'évoquent souvent les rapports Nord Sud qu'à travers une mise en cause idéologique du Nord déresponsabilisant le Sud. C'est un autre message que des hommes, tel Muhammad Yunus, nous envoient, apportant des réponses concrètes aux défis du développement.

Plus modestement, les articles qui suivent mettent en valeur l'action menée. Elle implique, bien entendu, une méthodologie et une mobilisation des énergies, tant pour sa préparation que pour les suites du projet au retour.
Etre confronté aux dures réalités des pays du Sud, c'est aussi en découvrir les richesses culturelles qu'illustre la belle photo de couverture de notre ami Olivier Föllmi, en espérant voir les jeunes Français, dont l'arrivée est souvent vécue comme un événement, apporter aussi un témoignage de ce que nous sommes.
Merci à Sylvie Brunel (p. 29) - qui nous rappelle par ailleurs qu'un champ cultivé séquestre plus de CO^2 qu'une forêt – de nous donner des éléments de réflexion sur le problème de la faim dont l'humanité ne s'est pas encore délivrée et que l'actualité rappelle régulièrement pour des raisons climatiques – le Sahel, aujourd'hui – ou politiques – Soudan, Zimbabwe…
Enfin, notons pour conclure la mise en place d'un Service Civique qui, entre bénévolat et emploi, devrait faciliter l'engagement des jeunes et permettre à certains de trouver leur voie.

Patrick EDEL

En couverture : Une jeune fille dans le temple de Jokhang, Lhassa (Tibet), par Olivier Föllmi.
Photo © www.follmispirit.com - www.hope-organisation.com

LES TÉMOIGNAGES D'ASSOCIATIONS ÉTUDIANTES

Solidarités étudiantes

La floraison des initiatives étudiantes en matière de projets de développement témoigne de l'engagement des jeunes dans la solidarité internationale. Face à ce désir croissant de se mobiliser en faveur des pays du Sud, on assiste à une amplification des formations aux métiers de l'humanitaire et du développement.

Les témoignages suivants sont le reflet des actions des étudiants sur le terrain, actions qui nécessitent d'être encadrées afin de limiter l'impact négatif qu'un bon sentiment peut engendrer. Agir, oui, mais de manière responsable et encadrée par des intervenants expérimentés est la clé de la réussite d'un projet de solidarité internationale !

Retour sur un parcours, de Paris 8 à l'Afghanistan

Encerclée par les membres d'une *shura* (Assemblée des représentants d'un village), longues barbes et regards directs me voilà assise dans une pièce réservée aux visiteurs, dans un village d'une haute vallée du Badakhshan (Nord Est de l'Afghanistan). Les pistes sont devenues impraticables du fait de bancs de neige et pourtant je suis là, à mener un questionnaire sur l'opium pour une ONG.

Plusieurs années ont passé depuis mes études en géographie humaine à Paris 8 (www.univ-paris8.fr/geographie). Mais c'est ici que j'ai acquis les bases de la discipline. La géographie est une science très large qui va de l'écologie humaine au développement rural en passant par l'étude de systèmes karstiques comme la géopolitique. Cet enseignement permet ainsi à chacun d'y trouver ses prédilections. Autre atout de cette formation, l'effectif réduit des étudiants permet une véritable proximité avec le corps enseignant. Au-delà des méthodes d'analyse et de l'initiation aux outils, les stages de terrain m'ont offert l'occasion de découvrir une géographie « palpable ».

Comme dans tout parcours ce sont les rencontres avec certaines personnalités qui aiguillent ou influencent nos choix. De mon côté ce sont des enseignants géographes qui m'ont donné l'envie d'explorer plus loin.
Mon projet étant de travailler dans le développement, j'ai alors commencé par monter un projet d'analyses comparatives de cinq villages situés sur les cinq continents à destination d'un public scolaire pendant un an et ce au sein d'une équipe pluridisciplinaire.

Mon cursus de géographe m'a offert une approche globale mais il restait des barrières à franchir afin d'avoir une réelle compréhension d'un milieu, comme celle de la langue.
Fascinée par la zone himalayenne j'ai alors décidé de suivre un cursus de népali aux langues O' (au sein des langues orientales). L'apprentissage d'une langue étant un merveilleux moyen de s'immerger dans le noyau d'une culture.

J'ai alors eu l'opportunité de suivre au sein du Groupe URD (Urgence Réhabilitation Développement, www.urd.org) une formation au COMPAS qualité. Il s'agit d'une

assurance qualité qui permet d'accompagner les acteurs au quotidien durant l'ensemble des phases du cycle de projet et permet de repérer et d'envisager tout ce qui pourrait avoir un impact négatif sur le projet et donc sur les populations. Cet outil permet ainsi de concevoir un projet en totale cohérence avec les besoins et le contexte dans lequel il s'insère et s'utilise tant pour le pilotage que pour l'évaluation d'un projet.
Ce type de formations m'a permis en plus de l'acquisition d'une méthode de travail, de rencontrer tout un réseau de professionnels avec qui j'ai pu faire un échange d'expériences.

Je suis par la suite partie en tant que chargée de recherches opérationnelles en Afghanistan. La mission principale consistait en une évaluation des besoins prioritaires de fermiers cultivateurs de pavot à opium afin de produire des recommandations sur l'aide alimentaire.

Les formations académiques suivies constituent une base stable de connaissances et les expériences vécues sur le terrain ainsi que les formations complémentaires précises m'ont offert des compétences techniques spécifiques.
Les parcours sont multiples et c'est tout l'intérêt d'un programme comme Solidarités étudiantes (http://se.la-guilde.org) que d'être le pont entre les formations spécialisées et les expériences de terrain à travers trois volets que sont l'orientation, la formation et l'accompagnement jusqu'à la réalisation d'un projet.

par Annette COURTEIX

Badahkshan : village de Khosh

© A. Courteix

Design et artisanat

Le tressage de la jacinthe d'eau au Cambodge.

Deux designers français partent trois mois au Cambodge, à la rencontre des femmes khmères du village flottant de Prek Toal, pour collaborer et imaginer ensemble des objets issus de l'artisanat autour du tressage de la jacinthe d'eau.

La jacinthe d'eau est une plante aquatique invasive, présente dans les milieux d'eau douce et originaire du bassin amazonien. Ayant une croissance très rapide, on la trouve aujourd'hui dans plus de 80 pays majoritairement situés entre les deux ropiques. Cette plante pose de nombreux problèmes environnementaux dans la mesure où elle participe à la réduction de la biodiversité. Elle possède en effet une structure dense qui limite le passage de

Invasion des jacinthe sur le lac Tonie Sap.

la lumière, réchauffe l'eau et diminue la quantité d'oxygène, tuant nombre d'espèces animales et végétales. Au niveau sanitaire, elle contribue à la prolifération de maladies comme la malaria ou la bilharziose. Elle empêche aussi les autres plantes de respirer, ce qui entraîne un pourrissement végétal qui infecte l'eau potable. La jacinthe d'eau génère également des difficultés pour les activités humaines comme la pêche, la navigation ou l'irrigation. Elle provoque des inondations et peut paralyser les barrages hydrauliques. À l'heure actuelle, il n'existe aucune technique pour freiner la pousse de cette plante, mais elle est utilisée pour divers usages (papier au Kenya, compost au Mali, rembourrage de panneaux de construction en Inde, etc.), et la vannerie est une de ces utilisations possibles. Notre projet porte sur la revalorisation de cet artisanat.

Designers diplômés de l'Ensci les Ateliers, nous nous sommes orientés vers des projets qui s'inscrivent dans une volonté de développement durable, qui valorisent des techniques traditionnelles et l'emploi raisonné de matériaux renouvelables. Je travaille depuis septembre 2008 sur le développement de ce projet pour lequel j'ai obtenu trois bourses (Envie d'Agir, Initiative Jeune Solidaire du département 92 et Paris Jeune Aventure), avec l'aide d'Aïssa Logerot. Nous avons choisi de travailler en collaboration avec l'association franco-khmère Osmose et la coopérative Saray car la plante est très présente sur le lac Tonlé Sap au Cambodge. Quelques artisanes ont eu l'idée de raviver ce savoir-faire ancestral, qui utilise les tiges de la plante comme matière première pour tresser des objets usuels. Elles allient ainsi petite activité économique et préservation de leur environnement. Privilégiant l'échange de compétences entre designers

Plateforme flottante de Saray où travaillent les artisants.

et artisans, nous souhaitons tester et expérimenter la matière pour lui trouver de nouvelles formes et de nouveaux usages, créer ensemble des objets et trouver les moyens de revaloriser cet artisanat.
L'atelier de la coopérative Saray se situe au village flottant de Prek Toal, aux abords du Tonlé Sap. Notre travail avec les artisanes leur permettra de diversifier leur production, d'acquérir des outils conceptuels et une méthode exploratoire dans la production formelle d'objets usuels. Si les artisanes parviennent à développer et à améliorer leur réseau de vente, non seulement elles obtiendront des ressources financières essentielles pour leur famille, mais elles continueront aussi à utiliser cette technique particulière de fabrication d'objets, qui nécessite une coupe régulière de la plante dans l'eau. Le projet se déroule sur trois mois car nous pensons que c'est le temps minimal pour comprendre les techniques de tressage, et pouvoir ainsi proposer des objets différents, à mi-chemin entre les deux cultures. Cela nous permettra aussi de poser les bases d'un échange et d'un suivi sur le long terme, qui ira au-delà du travail sur place. Notre projet n'a pas la prétention de pouvoir « changer les choses », mais nous espérons qu'il contribuera à un développement économique local en adéquation avec la préservation de l'environnement.

par Amandine CHHOR

www.surlesrivages.blogspot.com

Artisanes de la coopérative Saray.

© A. Chhor

En route pour le Cambodge !

L'association Terre d'Enfants est une association à but humanitaire et de développement régie par la loi de 1901. Elle gère des projets destinés à améliorer les conditions de vie des enfants du Tiers Monde. Ces actions sont menées par des jeunes, généralement étudiants, qui souhaitent s'engager et s'investir dans des travaux d'aide au développement.
L'association a été créée en 2001 suite au constat que peu de missions humanitaires étaient proposées ou accessibles aux jeunes. Du fait de la professionnalisation du monde humanitaire, les associations recrutent essentiellement des personnes ayant soit déjà de l'expérience ou un diplôme d'action humanitaire. En 2002, les fondateurs de Terre d'Enfants - Raphaël Baguet et Jean Fauvet - ont monté un projet pour l'ONG Agir pour le Cambodge qui dirige un orphelinat et une école d'hôtellerie depuis presque vingt ans. Ils ont installé deux réseaux informatiques, dans l'école hôtelière et l'orphelinat. Après avoir apporté son soutien à deux projets, ils ont passé la main en 2004 à l'un de leurs amis, Laurent Thiltgès. Philippe Brocard est trésorier et Alice Raffetin est secrétaire générale.

Le groupe Cambodge 2009, presque au complet.

Nous avons choisi de nous rendre au Cambodge cet été, pays dans lequel nous avons déjà mené un projet de solidarité internationale l'an passé. Nous passerons un mois dans l'orphelinat de Kho Krabey, géré par la fondation Zannier-Holybaby, et qui se trouve à une cinquantaine de kilomètres de Phnom Penh.
Nous connaissons bien le pays et ses coutumes, les enfants de l'orphelinat ainsi que leurs besoins, ce qui nous permet d'ores et déjà de cibler nos actions.

Cette année, notre projet s'organise autour de plusieurs grands axes :

• **Une mission d'équipement de l'orphelinat en matériel scolaire :** les enfants ne disposent pas de livres fournis gratuitement par les écoles et le prix des fournitures scolaires est trop élevé pour que l'orphelinat puisse équiper tous les enfants. Dans le but d'une scolarisation dans les meilleures conditions possibles, nous leur fournirons le matériel nécessaire.

• **Une mission auprès des enfants :** nous allons passer un mois avec eux et partager leur quotidien. Notre rôle est d'être auprès d'eux tout au long de la journée et d'organiser diverses activités.

• **Création d'un pôle éducatif :** ce pôle comprendra des cours de français, d'anglais et d'informatique. Cela implique de recruter des professeurs cambodgiens compétents afin d'assurer des cours de qualité.

• **L'organisation d'excursions :** dont l'intérêt majeur est d'emmener les enfants à la découverte de leur propre pays.

• **Une mission d'apport de matériel médical :** pour la polyclinique Hourtoulle-Keo San à Takhmau. A défaut d'assister les médecins ou d'assurer les gardes de nuit, nous achèterons une petite partie du matériel nécessaire au bon fonctionnement de l'établissement.

• **Une mission de continuité et d'audit :** cela permet de faire le lien entre ce qui a déjà été fait par les anciens groupes de Terre d'Enfants et ce qu'il serait intéressant et utile d'entreprendre à l'avenir, tant auprès de l'orphelinat que de la clinique.

Nous sommes donc attendus sur un projet très concret : apport de matériel, d'aide mais aussi d'un soutien plus durable en sachant que l'année suivante, si ce n'est pas nous, un autre groupe continuera ce que nous avons entrepris.

par Annabel LUDWIG
Bénévole de l'association Terre d'Enfants depuis 2008 et membre des groupes Cambodge 2008, 2009 et 2010.

Pour de plus amples informations, rendez-vous sur notre site internet. Vous y trouverez des photos, des comptes rendus des projets déjà réalisés, des témoignages… Pour nous contacter, nous aider ou faire un don, n'hésitez pas à nous écrire à l'adresse suivante : tde.info@gmail.com

http://terredenfants.free.fr

Avec Terre d'Enfants, aidez-nous à leur offrir une enfance. Merci à tous.

Les enfants sont très proches les uns des autres, des liens très forts les unissent ; ils se considèrent comme frères et sœurs. Ils aiment poser et se faire photographier ; ils sont tout simplement heureux que quelqu'un s'intéresse à eux.

© A. Ludwig

Psychomotricité et échange culturel au Pérou

Je suis partie durant deux mois au Pérou, à Andahuaylas, avec trois autres étudiantes en psychomotricité, en tant que membre de l'association P.O.M.M, Psychomotricité et Ouverture sur le Monde du Maternage. Cet échange interculturel est basé d'une part sur l'observation des modes de portages, soins, massages et maternages traditionnels et d'autre part sur l'apport de connaissances et de compétences en psychomotricité.

L'association Pomm

L'association a été créée en 2007 par 6 étudiantes en psychomotricité désireuses d'approfondir leurs études. Le premier projet réalisé au Mali dans une pouponnière se renouvelle chaque année. Lors des étés 2008 et 2009, une équipe est intervenue au Pérou, à Lima dans un centre psychopédagogique. Mon équipe a mis en place un projet dans les Andes péruviennes, à Andahuaylas, région peu peuplée et agricole.
Durant toute l'année, nous avons élaboré avec les autres équipes de l'association de nombreuses actions pour permettre l'élaboration de nos projets (ventes de chocolat, de muguet le 1er mai, demandes de subventions...). Nos mobilisations nous ont permis de partir six semaines. Une autre équipe nous succédait pour assurer une permanence dans les structures où nous travaillions et faire en sorte que les actions mises en place puissent perdurer après notre départ.

Nos diverses actions réalisés à Andahuaylas

Nous sommes intervenues dans un centre de santé pour un travail centré autour de la prévention. Nous avons accueilli des enfants de 0 à 3 ans accompagnés de leur mère et/ou leur père pour observer à travers le jeu la qualité des relations parents-enfant et le niveau de développement psychomoteur. Le jeu rend compte de l'activité psychique de l'enfant, du soutien affectif des parents et du fonctionnement des systèmes sensoriels et réflexes.

Nous avons également réalisé des actions au sein d'une maison de retraite. Notre travail s'orientait sur les stimulations sensorielles et la coordination motrice. Les personnes pouvaient ainsi retrouver les plaisirs corporels à travers différentes sensations et conserver ou retrouver certaines habilités motrices.

Stimulation sensorielles du ventre d'une femme enceinte dans la maison maternelle.

Une jeune mère et son enfant en interaction dans le centre de santé.

De jeunes adolescents dans l'école pour enfants handicapés.

Nous avons mis en place des actions au sein d'une école pour enfants handicapés . Ces enfants étaient touchés par divers retards : sensoriels (surdité, trouble de la vision), moteurs (hémiplégie, paraplégie), intellectuels (retards mentaux, trisomie 21) et des retards de développement. Tous ces handicaps ont des conséquences sur l'investissement, l'aisance corporel, les facultés de concentration et de communication. Nous avons donc mis en place des activités ludiques sollicitant leur motricité, leur attention et leur imagination à travers des activités artistiques et créatives (pâte à modeler, cirque) et de l'expressivité corporelle et rythmique.

Nous sommes également intervenues dans des maisons maternelles, situées dans des hôpitaux pour accueillir des femmes en fin de grossesse difficile à qui nous proposions de la relaxation. Les obstétriciennes de ce centre nous ont beaucoup aidées et appris des techniques de préparation à l'accouchement et de massage et stimulation de l'enfant prêt à naître.

Ce voyage a été très enrichissant d'un point de vue personnel et humain. Des échanges chaleureux, des partages culturels et une collaboration avec le personnel médical péruvien ont parsemé tout notre voyage. Il en ressort une ouverture d'esprit ainsi qu'un enrichissement de nos connaissances professionnelles respectives. Toutes nos interventions ne demandent qu'à être renouvelées et tous les membres de l'association se mobilisent déjà pour préparer les départs prévus pour l'été 2010 au Mali et au Pérou.

par Irène COSNARD,
Julia DUVERNAY
et Lisa DONNARD

http://assopomm.free.fr

© L. Donnard

L'association 3D'Tour

Une démarche originale pour promouvoir le développement durable.

Pour la découverte et la promotion à l'international

3D'Tour soutient et encadre les étudiants « agros » qui souhaitent profiter d'une année de césure pour monter leur propre projet de promotion du développement durable. Chaque projet est une mission d'environ 6 mois dans un ou plusieurs pays du Monde, qui explore une problématique en lien avec l'agriculture ou l'environnement dans le but de générer une information utile à un partenaire local ou une ONG. Plus que de simples explorateurs, les « Détouriens » s'engagent dans une grande aventure pour confronter leur solide formation en agronomie avec la réalité du monde.

Que ce soit sous forme de rapport de synthèse (projet Tanzagri, Aquaba, EquiAlim…), de photographies aériennes (projet AeroChili), de bases de données (projet Afri'calamote), ou encore de fiches des bonnes pratiques (projet ChallenGES Tour), les projets viennent en appui à l'action des acteurs du Développement Durable dans le Monde. C'est justement cela qui fonde l'originalité de la démarche de 3D'Tour :

Notre challenge est de montrer qu'une autre forme de solidarité internationale est possible, complémentaire des aides matérielles. Découvrir les problèmes des uns ici, puis comprendre ce qui a débloqué une situation semblable là-bas, et enfin synthétiser cela pour l'envoyer à tous : n'est ce pas un moyen de promouvoir le développement durable en suscitant l'échange des bonnes pratiques pour un progrès général ?

Pour la réflexion et la sensibilisation en France

Les projets des « Détouriens » sont aussi les briques de construction d'une démarche de réflexion globale sur le Développement Durable et de sensibilisation aux multiples réalités qui se cachent derrière ce concept un peu flou et encore mal compris.

Par les échanges, les rencontres et les problématiques variées qu'ils abordent, les Détouriens reviennent en France avec une vision nouvelle et donc avec un message fort à diffuser. Que ce soit à travers des conférences-débat, des expositions itinérantes, ou encore des films, les porteurs de projet partagent leurs résultats et échangent leurs impressions avec le grand public et les enfants des écoles primaires.

Au-delà des simples retours sur projet, l'association 3D'Tour s'engage dans une démarche intégrée de sensibilisation : le cumul des expériences acquises à l'étranger, primordial pour comprendre la diversité des enjeux du développement durable à travers le monde, est synthétisé et largement diffusé grâce à divers supports : un journal *Le Détourien*, un calendrier annuel et un site internet. Pour l'année 2010-2011, les porteurs des sept projets en cours (Afri'calamote, Arbosso, EquiAlim, Realidad, Paysandins'Tour, Cantina Latina, AgroTearoa) ont réalisé le pari audacieux de mettre en commun leur retour sur expérience avec l'organisation d'un grand colloque de réflexion autour du concept de développement durable.

par Raphaël BELMIN
Président de l'association 3D'Tour

Projet Equialim, étude d'impact et étude comparative des unités de production de farine nutritionnelle Misola au Mali, se déroulera de mars à juillet 2010.

Projet Afri'calamote : comment gérer une espèce invasive végétale en Afrique de l'Ouest ?

Projet Arbosso, étude des impacts agricoles et environnementaux du soja argentin.

Vous pouvez retrouver les différents projets sur les blogs des « Détouriens » (taper le nom du projet sur google), ou sur le site internet de l'association 3D'Tour :
http://assoc.3dtour.free.fr

Vous pouvez aussi vous abonner gratuitement au journal Le Détourien par simple demande à l'adresse : **ledetourien@hotmail.fr**

Le Projet Tanzagri : étude du rôle de la filière bovine dans la lutte contre la pauvreté en Tanzanie.
Et ci-contre : Projet Agrotearoa, avec le lin comme moyen de lutte contre l'érosion en Nouvelle Zélande.

© G. Humbert, G. Yvergniaux, A. Couillaß et F. Reso

L'entrepreneuriat solidaire

Selon Planet'Etudiants.

Face aux déséquilibres économiques, sociaux et environnementaux, des jeunes - toujours plus nombreux - aspirent à être acteurs d'un développement plus solidaire. Planet'Etudiants, association loi 1901, répond aux aspirations et au « capital énergie » des étudiants en leur proposant de contribuer à la création de richesses et d'emplois au niveau local en Afrique.

L'offre de « formation action » de Planet' Etudiants s'inscrit dans le cadre du cursus niveau Master 1 et Master 2 des grandes écoles et universités sous forme de stages d'un modèle innovant. Ces stages d'une durée de trois à quatre mois reposent sur les valeurs de métissage des cultures, et de partage des connaissances et des compétences. Les étudiants seront regroupés en équipe pluridisciplinaire : un ingénieur, un poste de marketing et vente, un poste de gestion et un chargé de communication par équipe. Ils travailleront sur des cas réels de développement économique en zone rurale en Afrique. Ces équipes accompagneront des porteurs de projets du Sud qui souhaitent valoriser leur activité en participant à la création d'une entreprise durable. Les étudiants sélectionnés seront indemnisés pour couvrir leur frais de transport et de séjour. Le premier pays d'intervention sera le Sénégal. Planet'Etudiants a constitué une pépinière de projets. Quelques exemples : « Les savons de Seynabou », « Les confitures et sirops de Khady », « Les teintures naturelles de Fatou »….

Le premier chantier pilote se déroulera dans la région du delta du Siné Saloum à 130 km de Dakar. Cette région, classée en réserve naturelle, est considérée comme l'une des plus belles régions du Sénégal : mangroves et lagunes, forêts et palétuviers. Malgré ses atouts, l'activité économique reste insuffisante pour couvrir les besoins des locaux et on y enregistre un fort exode rural.
L'objectif est donc de développer les activités économiques de cette zone rurale dans une démarche de développement durable. Différentes équipes pluridisciplinaires se relaieront pour accompagner Seynabou (la présidente du GIE du village de Palmarin) à développer la micro-activité de fabrication de savons vers la création d'une petite entreprise durable, génératrice d'emplois pour les femmes de son village. Sur le terrain, durant trois mois, la première équipe d'étudiants sélectionnée initiera avec Seynabou, le GIE et en partenariat avec une ONG locale les actions à mener. D'autres équipes se relaieront pour poursuivre les réalisations jusqu'à l'inauguration de la Fabrique qui sera réalisée en écoconception.

À leur retour en France, ils sensibiliseront le grand public, par la création d'événements sur les enjeux de la coopération Nord Sud.

Le lancement de Planet'Etudiants est prévu en octobre 2010.

par Corinne LARCHEY-NICCOLAÏ
Présidente de Planet'Etudiants

www.planetetudiants.org

© Ch. Gaillot - www.photo-graphic.fr

Le delta du Sine-Saloum, la région d'intervention. Seynabou (ci-haut) fabriquant la pâte à savon qui, après séchage, est découpée manuellement.

Nété Boulou 2009

Une aventure, mais pas seulement !

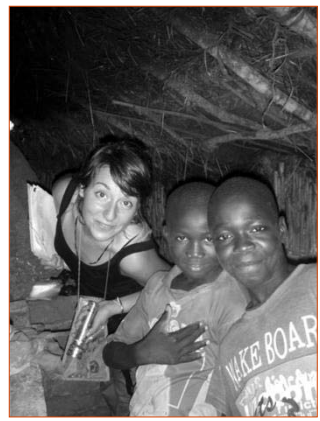
Partir en mission ne peut pas être qu'une belle photo ou une ligne sur le C.V., cela implique aussi tout le travail associatif en amont et une remise en question certaine…

Je n'ai jamais eu l'opportunité de voyager, par manque d'argent et de temps puisqu'il m'a fallu financer mes études. Le milieu de la solidarité internationale m'a toujours attirée, tout en le sachant quasiment inaccessible pour les jeunes sans expérience. Étant en Bac+2 de Logistique, quand une connaissance m'a parlé de l'association humanitaire « Euskadi Sénégal » il y a deux ans, j'ai aussitôt proposé mes services.

L'association a pour but d'apporter une aide médicale en fin de saison des pluies (septembre), au moment de la forte mortalité infantile liée au paludisme, aux maladies diarrhéiques et parasitaires. Plus largement, « Euskadi Sénégal » participe à l'amélioration de l'état de santé et des conditions de vie des populations des villages ciblés, en les suivant pendant plusieurs années. En outre, la politique de l'association demandant la participation communautaire m'a d'emblée intéressée : dans le cadre de « l'Initiative de BAMAKO » et des soins de santé primaires (OMS), la population participe financièrement, à un tarif accessible, aux consultations et à l'achat des médicaments prescrits. Les gains obtenus sont reversés au village, sous forme de financements aux projets locaux. Les 50 bénévoles de l'association s'impliquent durant toute l'année ; cela représente 80% du travail.

En 2009, l'association s'implante pour la 1ère année en Sénégal Oriental, dans la région de Tambacounda, les quinze missions précédentes s'étant concentrées dans le Sénégal Central. Le matériel médical et les médicaments ont été acheminés en « groupage » par l'ONG Transhuma mais aussi grâce à chaque bénévole, en « bagages accompagnés » dans l'avion.

Après 13 heures de taxi brousse entre Dakar et le village de Nété Boulou, l'accueil des villageois a été impressionnant, surtout celui des enfants, tous motivés pour nous aider. La maison communautaire et l'école du village ont été mises à notre disposition pour le temps de la mission. Il a fallu y installer les moustiquaires, les douches, la cuve d'eau, les postes de consultation, la pharmacie et le stock. L'équipe était composée de trois médecins, cinq interprètes, cinq infirmiers et aides-soignants, deux pharmaciens, trois logisticiens et d'un chef de mission. Les logisticiens avaient pour mission d'approvisionner et de gérer le stock de matériel médical, de médicaments, de nourriture, d'eau potable, d'eau pour la toilette et d'assurer la vente de tickets pour les consultations.
La vie sur le camp était rythmée par les journées de travail, les repas, les *débriefings* quotidiens et les temps libres. Ces moments m'ont permis de découvrir une culture, une générosité, une façon de vivre et de penser très éloignée de notre matérialisme occidental. Le rapport à la maladie et la pauvreté a été dur au début, n'y étant pas confrontée habituellement.
Ainsi, sur la campagne médicale 2009, 2 468 consultations et 83 hospitalisations ont été réalisées. Grâce aux gains obtenus, quelques pistes de projets ont été décidées avec les villageois : réparation du toit de la case de santé de Bantantinti, installation de latrines publiques à Nété Boulou.



Marion en compagnie de Moussa et Ansoumane.

Ma vie a repris à Bordeaux, avec le même rythme. Malgré tout, l'empreinte est là, marquée par la générosité des villageois, l'espièglerie des enfants, les couleurs et les odeurs du Sénégal… J'ai appris une nouvelle forme de logistique, celle de la débrouille, très éloignée de mes cours magistraux. Je ne vais plus chez le médecin sans penser aux files d'attente devant la case de santé… Le lien est créé. Pour Moussa, que je n'oublierai pas… merci à Jean Claude, à Lili, à Cécile Vilnet, et à toute l'association.

par Marion BASCLE
Bénévole de l'association humanitaire « Euskadi Sénégal »

www.euskadisenegal.fr

Sylvie Pechamat en consultation d'urgence dans la cour du village.

Jean-Claude Dandre dans le village de Bantantinti.

Le enfants de Nété Boulou courant derrière la voiture.

© S. Laguna - L. Begue

Micro Drilling Project

Du micro-crédit pour un macro-projet.

Association étudiante de l'Edhec créée en 2008, MDP travaille au Cameroun pour soutenir des micro-entrepreneurs grâce au micro-crédit.

En effectuant des micro-prêts à des artisans et micro-entrepreneurs, souvent exclus du système bancaire traditionnel, nous voulons aider ces personnes à lutter contre la pauvreté dans laquelle elles sont enfermées, faute de moyens pour en sortir. L'accès au crédit est l'un des moyens par lequel l'emprunteur participe à sa propre promotion en créant une activité génératrice de revenus. Avec ces revenus, il peut développer son activité, rembourser son emprunt, et améliorer la situation économique de sa famille. Nous travaillons actuellement au Cameroun, en partenariat avec une banque de micro-crédit. En janvier, une partie de l'association s'est rendue sur place pour rencontrer nos premiers emprunteurs, un groupe de quarante agriculteurs de la région de Douala. Ces agriculteurs, producteurs de céréales et de manioc, ont le projet de démarrer un élevage de poules pour approvisionner leur village en viande et le rendre ainsi autonome. Nous leur avons prêté 3600€, cofinancés avec notre partenaire qui assure le suivi régulier des emprunteurs pendant le temps où nous sommes en France. Nous travaillons aussi en collaboration avec l'INADES, association de formation, pour offrir à nos emprunteurs une formation à l'agriculture et à la gestion, leur permettant ainsi de réaliser au mieux leur projet et de gérer leur emprunt.

À Lille, l'association s'efforce de faire connaître la micro-finance à travers différents événements : campagnes de sensibilisation, conférences et publication d'un journal de la micro-finance. En décembre, nous avons organisé une conférence sur le thème « la micro-finance, une réponse à la crise alimentaire mondiale ? » avec comme invités le président d'Elevage sans frontières et un responsable d'une ONG belge de micro-crédit. Nous recevrons également d'ici la fin de l'année Rodney Schwartz, fondateur de ClearlySo, plateforme internet d'aide à la création de social businesses (ou entreprises sociales), ainsi que de Catalyst, fonds d'investissement dans les entreprises sociales. Notre prochain projet lillois serait de créer un événement autour du micro-crédit (un « micro-challenge ») qui rassemblerait des associations de micro-finance d'écoles de la France entière pour faire découvrir le micro-crédit et pour partager nos expériences dans le domaine de la micro-finance.

Des membres de notre association à côté d'une enseigne de la GIC, en compagnie d'Elizabeth Peuefo (représentante du goupe d'agriculteurs à qui nous avons offert notre premier pret).

Elizabeth Peuefo dans son hangar.

par Eugénie JEANNIN-NALTET
Trésorière de Micro Drilling Project

microdrillingproject@edhec.com

Le marché et la route de Douala.

© E. Nonnai Nnikam - B. Loger d'Hardiv

Kpele-Tsiko

C'est le récit d'un voyage humanitaire vécut par sept étudiants en pharmacie dans un petit village au Togo, au côté de 10 jeunes Togolais engagés dans le développement de leur pays. Un voyage rempli de missions humanitaires et d'expériences humaines.

Complicité entre deux associations : Pha Sol et JSD.

Kpele-Tsiko, est le nom de ce petit village de la région des plateaux au Togo dans lequel nous avons séjourné durant le mois de juillet 2009. Nous sommes sept étudiants de la faculté de pharmacie de Châtenay-Malabry, et faisons tous partis de l'association humanitaire « Pha Sol, Pharmaciens solidaires » de notre faculté ; et c'est donc avec les mêmes envies de partage, de solidarité, de découverte, mais aussi d'aventure que nous avons décidé de mettre en place ce projet qui nous tient beaucoup à cœur.

Ce projet est constitué de plusieurs missions : la sensibilisation au VIH (Sida), au paludisme et à l'hygiène bucco-dentaire, du soutien scolaire, des loisirs enfants avec des échanges culturels et la rénovation-réhabilitation de latrines publiques.
Les missions de sensibilisation se faisaient par du porte à porte et deux animations sur la place du village. Le porte à porte nous permettait de faire une sensibilisation ciblée et adaptée à chaque habitant. En effet, nous pouvions répondre aux interrogations personnelles, et adapter notre discours selon l'âge, le sexe, etc. Ainsi, nous avons pu sensibiliser plus de 400 personnes au VIH et au paludisme, et tous les élèves de l'école primaire et du collège à l'hygiène bucco-dentaire. Nous avons réussi à mettre en place un groupe de jeunes du village qui vont continuer la sensibilisation au VIH durant l'année.
Les missions de soutien scolaire, d'animations pour les enfants et d'échanges culturels étaient des missions qui avaient pour but surtout d'égayer le quotidien de ces enfants qui, pour la plupart, aident leurs parents aux champs , ce qui provoque de grosses lacunes scolaires. Ces missions nous ont beaucoup rapprochées des villageois. Elles nous ont donné de grandes leçons de vie et d'humanité. Elles nous ont permis de découvrir la culture togolaise telle que la nourriture, les mœurs et le dialecte local, l'ewe.
Enfin, nous avons voulu rénover les latrines publiques du village (quinze latrines au total), vieilles de vingt ans environ, qui n'ont jamais été vidées depuis leur construction ; c'est-à-dire inutilisables. Les habitants devaient donc aller dans des endroits inappropriés, proches des habitations, ce qui provoquait de nombreuses maladies car les bactéries, les virus et les parasites se propageaient très facilement. Par faute de moyens, nous n'avons pu rénover que quatre latrines sur les quinze de Kpele-Tsiko. Nous comptons donc retourner dans ce village cet été pour finir notre mission.

Le groupe en train de cuisiner *le fufu*, un plat togolais.

Toutes nos missions se déroulaient aux côtés de dix membres d'une association humanitaire togolaise, la JSD Togo (Jeunesse Sensibilisation Développement). Ce partenariat nous a permis de vivre un quotidien togolais très enrichissant humainement. Il nous a aussi permis d'être très à l'écoute des habitants, comprendre leurs besoins, respecter leurs coutumes, et parfois simplement franchir la barrière de la langue.
Ce voyage nous a beaucoup apporté tant par les expériences vécues sur place, les rencontres avec les villageois très chaleureux que par le montage et la restitution du projet. Ce projet fait maintenant partie de nous. Nous espérons avoir marqué ce village par notre passage, et nous allons y retourner cet été pour finir la réhabilitation des latrines, et suivre le groupe de jeunes dans leur travail de sensibilisation.

par Camille SCHWAB

http://phasol.asso.free.fr

© A. Zinn

CHK : Centre d'Handicapés de Koupéla

Solidarité Internationale dans un centre pour polyhandicapés au Burkina Faso.

Dans ce cadre, 8 étudiants en psychomotricité à Bordeaux, se sont envolés pendant les mois de juillet et août 2009 pour Le Burkina Faso à Koupéla, une ville à l'est du Pays.

Participer à un projet de Solidarité internationale nous tenait tous à cœur. Nous avions à la fois envie d'aider ce pays si pauvre et défavorisé par des actions précises mettant en scène nos compétences en matière de relation et de soin ; mais aussi une envie de voir du pays, de découvrir une culture et de confronter notre mode de vie occidental à la réalité de l'Afrique. Dans le souci de pérenniser ce projet, nous sommes partis avec des objectifs, des idées, des envies et des croyances plein les poches.
Nous avions décidé de réaliser plusieurs actions pour mener à bien notre projet :

Une présence sur le centre pour enfants polyhandicapés.

Au Burkina Faso, les enfants participent à l'effort familial en travaillant dès qu'ils en sont capables. L'école est encore un droit élitiste qui demande de l'argent… Là, les enfants handicapés sont souvent dans l'incapacité de travailler et ne font rien.
Chaque matinée, nous avons proposé un accueil pour ces enfants et chaque jour quatre à huit d'entre eux se présentaient. Notre action consistait en une prise de contact avec chacun. La barrière de la langue n'était pas facile puisque la majorité des enfants parlait le dioula. Nous avions mis en place des rituels répétés chaque jour et nous proposions diverses activités comme des ateliers psychomoteurs et ludiques (rythme, dessin, parcours, chant, perles…). Par ailleurs, venir au centre devait être pour eux une envie, un moment où on oublie son corps et où on peut faire de nouvelles choses.

Un de nos objectifs était de fournir à chacun des activités en lien avec son handicap. Deux enfants sourds venaient régulièrement. Nous avons tenté d'établir une communication surtout basée sur des dessins classés dans un cahier, style pictogrammes, qui a fonctionné dans les premiers temps mais qui demande beaucoup plus d'investissement.

Une sensibilisation de la population au handicap

Nous avons pu passer des annonces à la radio à propos de l'existence du centre pour polyhandicapés et nous nous sommes lancés dans l'organisation d'une kermesse composée d'un spectacle fait par les enfants handicapés puis de petits jeux avec les autres enfants du village.

© D.R.

Une autonomie financière du centre

Depuis 7 ans que le projet existe, il nous était important de mettre un terme à cette action par la recherche d'une solution locale pour que le centre perdure pendant l'année sans nous. Après de nombreux rebondissements, une mission locale religieuse s'est portée garante sur la pérennité du centre.

Un enrichissement culturel et personnel

Cette action nous a également permis de visiter le pays, s'intéresser à la culture et de s'imprégner un maximum des coutumes, des paysages et de la population. Après ces deux mois au Burkina Faso, le projet s'est terminé sur une promesse de relève et de soutien aux enfants polyhandicapés de la région. Un aide kiné, formé grâce aux financements des différents projets, continue à travailler au centre. L'expérience humaine qu'apporte l'engagement dans un projet de solidarité internationale se révèle être une leçon d'humilité et une remise en cause de nos présupposés culturels mais aussi professionnels.

par Delphine JENNY
et Léa
Étudiantes en psychomotricité

L'ALAB : Atout Lire Au Burkina

Alab est une association loi 1901, née en 1992, dont l'objectif est la participation au développement de l'éducation et de l'enseignement au Burkina-Faso par la construction d'infrastructures scolaires et le parrainage d'enfants.

En octobre 1992, l'association ALAB voit le jour, créée à l'initiative de onze jeunes alors âgés de 18 ans, suite à un séjour marquant de trois semaines dans un village de brousse. « Tuili », situé dans la province du Bazéga, département de Kombissiri (à 55 km de Ouagadougou, la capitale), se compose de treize mille habitants dont huit mille enfants.

Tuili était à ce moment, un cas typique du système éducatif défaillant dont souffre l'ensemble du pays, avec, entre autres, un effectif moindre en matière de personnel de la fonction publique dédié au développement de la scolarisation, un manque absolu d'infrastructures scolaires au sein du village, obligeant les enfants à parcourir 15 km à pied ou à vélo pour accéder au Collège ou au Lycée le plus proche.
C'est dans ce contexte, que l'ALAB, en partenariat avec le village et les jeunes Burkinabé, a œuvré chaque année, de France pour rechercher les fonds nécessaires à la réalisation de chaque projet, et sur place, en mission, pour construire et finaliser chacun des objectifs définis avec ses partenaires.

Les actions de recherche de fonds de l'ALAB étaient aussi larges que variées, se traduisant par la constitution de dossiers pour l'obtention de bourses proposées par de grands organismes publics, la recherche de sponsors, de donateurs, la mise en place de soirées étudiantes, diverses ventes, et la participation aux concours organisés par des sociétés ou organismes. Mais également par la communication et la sensibilisation auprès d'écoles, entreprises, salons spécialisés, et partenaires potentiels.

Nos journées de missions, en partenariat avec notre association jumelle, l'AJT (Association des Jeunes de Tuili), composée de quinze jeunes Burkinabés, tous originaires du village, étaient rythmées par : le chantier le matin en collaboration avec deux maçons professionnels locaux. L'après-midi étant trop chaud (les mois de juillet et août représentant la saison humide), nous permettait de partager les us et coutumes, les rencontres avec les familles dans leurs concessions, le marché du village, les balades en brousse, les visites à la maternité et au dispensaire, les échanges avec les administrateurs et le Chef du village, mais aussi le soutien scolaire que nous pouvions apporter aux nombreux enfants très demandeurs !

Ainsi, depuis 1992, le travail motivé et dynamique de nos deux associations franco-burkinabé sur le chantier, aura permis à la population tuilienne de découvrir : la bibliothèque de l'école primaire, six logements de fonction pour instituteurs burkinabé, le collège d'enseignement général destiné à accueillir 450 élèves et ses annexes (bâtiment administratif, logement pour le proviseur, logements pour les enseignants), la bibliothèque du CEG, et enfin, sa dernière réalisation représentant le Lycée de Tuili prévu pour 400 élèves.

Parallèlement, face à la pauvreté de la population, souvent très nombreuse et sans ressource, avec des enfants parfois orphelins de père, de mère voire des deux, l'ALAB a proposé de prendre en charge certains d'entre eux afin de leur permettre d'accéder à la culture et d'Apprendre, souhait le plus cher pour tous ! Ainsi, à ce jour, 51 enfants sont parrainés par 45 adhérents, membres de l'ALAB. Le village de Tuili est passé d'un petit village de brousse à un village-école, donc sous-préfecture.

Un bel espoir et un merveilleux échange humain apportant à chacun un peu d'humilité, beaucoup de joies et une jolie leçon de vie !

par Carole CHARVET
Présidente d'ALAB

© D.R.

La construction du lycée de Tuli.

Des maux sur le bout de la langue

Intervention orthophonique au Burkina Faso.

Situé au cœur de l'Afrique de l'ouest, le Burkina Faso est l'un des cinq pays les plus pauvres du monde. C'est un pays jeune mais qui souffre d'un très faible taux de scolarisation et d'alphabétisation adulte. La situation sanitaire et sociale y est très dégradée, avec trop peu d'infrastructures et de professionnels de santé.

Equipe de bénévoles de l'été 2009.

Sensibles à ce contexte difficile, cinq étudiantes, alors en troisième année à l'école d'orthophonie de Montpellier, décident en 2006 de fonder l'association OrthoFaso et de mener des actions concrètes pour la promotion et la gestion de projets orthophoniques au Burkina Faso. Elles ont réalisé en 2007 une première mission, poursuivie en 2008 par neuf nouvelles étudiantes. En 2009, nous étions douze à partir et à renouveler cette belle et riche expérience, ce qui nous a permis de multiplier les terrains d'intervention. Notre mission s'est déroulée sur cinq semaines, dans les villes de Ouagadougou et Bobo-Dioulasso.

Le projet d'OrthoFaso s'organise autour de trois axes : la surdité, le bégaiement et la prévention.

Tout au long de notre séjour, nous sommes intervenues dans plusieurs instituts accueillant des enfants sourds : l'Institut des jeunes sourds du Faso et l'école Ephata à Bobo-Dioulasso, ainsi que l'école des sourds-muets de Ouagadougou. Nous avons organisé des ateliers avec les enfants, afin d'entreprendre un travail d'éducation auditive, parallèlement à un travail sur l'oralisation. L'objectif était de faire découvrir aux enfants le son, en passant notamment par les vibrations, et de leur permettre de vocaliser, grâce à de nombreux jeux et exercices. Quelle joie et quelle émotion lorsque certains ont découvert pour la première fois l'usage de leur voix ! Ces ateliers ont été menés en lien avec les enseignants afin qu'ils puissent se former aux techniques utilisées.

Par ailleurs, nous avons depuis trois ans entrepris une collaboration avec l'association burkinabè Action Contre le Bégaiement (ACB), présidée par le Dr Moussa Dao. En lien avec l'ACB, un important travail de prévention et d'information a été mené, afin que ce trouble soit mieux connu. Un accompagnement parental a été proposé aux familles concernées, notamment par la distribution d'une plaquette d'information exposant les différents facteurs concourant au bégaiement et des conseils sur les attitudes à adopter lorsqu'un enfant bégaie. Des ateliers orthophoniques ont également été mis en place (séances de groupe et séances de rééducation individuelles).

Nous sommes également intervenues au sein de la fondation internationale Tierno et Mariam située à Ouagadougou, qui accueille des enfants souffrant de handicap moteur et, ou, mental. Nous avons réalisé des bilans orthophoniques de tous les enfants et nous avons mis en place quelques séances de rééducation. Des réunions d'échange avec les éducateurs ainsi qu'une réunion d'information et d'accompagnement à destination des parents ont été organisées.

Enfin, tout au long de notre mission au Burkina Faso, nous avons mené différentes actions d'information et de prévention (organisation de conférences, interventions radio, fabrication et distribution de plaquettes d'information) sur les différents troubles du langage et de la communication, afin que les enfants souffrant de ces pathologies soient dépistés.

Fraîchement rentrées de cette troisième mission, nous considérons qu'elle a été un succès à tous les points de vue, tant au niveau de nos échanges avec les enfants, les parents que les professionnels de l'éducation et de la santé. Nous remercions vivement tous nos partenaires sur place pour la richesse de l'expérience humaine et professionnelle qu'ils nous ont permis de vivre !

par Charlotte BERQUIN
Présidente d'OrthoFaso 2009

http://orthofaso.ifrance.com

Orthofaso au Burkina.

© Ch. Berquin

Un autre monde est possible au Pérou

Après avoir été bénévole pour Mi Otro Mundo en France, Jonathan Shorn, 29 ans, décide de partir sur le terrain en tant que volontaire bénévole pour mettre ses compétences au service de l'association. Actuellement au Pérou, il nous livre ses sentiments sur sa mission.

Le projet Mi Otro Mundo a pour but de participer au développement social et culturel de la zone de Zapallal (Lima, Pérou) grâce à l'éducation.
Il s'articule autour de trois objectifs majeurs : offrir une éducation de qualité et adaptée au contexte local, favoriser le développement personnel et social des enfants et de la communauté de Zapallal et développer la vision culturelle des enfants et de la communauté (enrichir l'univers culturel des enfants et de la communauté).
L'activité de Mi Otro Mundo prend place dans un centre situé à Zapallal financé par ses donateurs et s'autofinançant grâce à l'école privée en son sein. Les activités de Mi Otro Mundo se déroulent dans un centre situé à Zapallal. Ce centre vit grâce à des dons privés et aux cotisations payées pour la scolarisation des enfants.

En tant que donateur depuis 2006, j'ai décidé en juillet 2008 de venir voir sur place l'utilisation faite de mes dons.

Frappé par la beauté des infrastructures construites, l'énergie et la chaleur humaine de l'équipe sur place, je décide à mon retour en France de m'impliquer davantage pour le développement de ce projet.
Après quelques mois, et après réflexion, nous avions, ma compagne et moi, envie d'être au coeur de l'action et des bénéficiaires du projet. En septembre 2009, après avoir démissionné de nos métiers respectifs, nous arrivions à Lima pour une mission d'un an. Nos principaux objectifs étaient d'agrandir l'école et de trouver de nouveaux partenaires financiers pour ses constructions futures.

Grâce aux fonds récoltés tout au long des années 2008 et 2009, nous avons pu entreprendre la construction de trois salles de classe d'une capacité chacune de vingt cinq élèves, d'une batterie de sanitaires, d'un poste de vigilance ainsi que de la façade extérieure de l'école.
Nous coordonnons donc au quotidien les différents corps de métier afin de veiller à la bonne réalisation de ces travaux conformément aux plans dessinés et au budget alloué. Obtenir une qualité exemplaire en évitant le gaspillage est notre leitmotiv.
Par ailleurs, et c'est bien là un des aspect très agréable de notre quotidien, nous assistons l'équipe pédagogique lors de certaines activités et festivités (célébration de Noël, fête de l'école), ateliers pédagogiques (sport, lecture) et sorties scolaires (défilé lors de la journée des droits de l'enfant).

Cette expérience ici nous amène chaque jour à mettre notre mode de vie passé en perspective. Nous apprenons énormément sur nous-même et sur le monde qui nous entoure. Loin de sa famille et de ses amis, dans un environnement difficile, on prend la pleine mesure de ce qui est réellement essentiel dans la vie. Nous n'avons plus aujourd'hui l'impression d'aider tant l'enrichissement personnel est énorme.
Finalement, la solidarité c'est savoir donner, et recevoir… c'est bien ça la solidarité. Tout le monde donne et tout le monde reçoit … En définitive, c'est bien ça notre *Otro Mundo*. Notre vision de l'universalité prend corps dans cet « Otro Mundo » !
Au nom de toute l'équipe, nous tenions également à remercier chaleureusement la Guilde européenne du raid pour son action au quotidien. Grace à ses équipes, plusieurs volontaires ont pu venir prêter main forte ici sur le terrain. C'est bien ça l'efficacité !

par Jonathan SHORN
Bénévole pour Mi Otro Mundo

© J. Shorn

SOS Pérou

Un projet ambitieux mené par des étudiants solidaires.

Une association de solidarité dans une école de commerce ? Peu commun, me direz-vous… Et pourtant, à Grenoble Ecole de Management (GEM), il n'y a pas que la finance ou le marketing qui passionne les étudiants ! L'association solidaire d'aide à l'enfance SOS (Savoir Oser la Solidarité) regroupe plus de 100 étudiants, toutes promotions confondues. Carole Moro, étudiante et bénévole, revient sur l'engagement de cette association au Pérou.

SOS, c'est tout d'abord un panel incroyable de projets, qu'ils soient locaux (Téléthon) ou internationaux (Inde, Bénin, Pérou et Indonésie). Mais c'est aussi une association dont la volonté principale est de répondre à des besoins en offrant des solutions durables, d'où son côté « solidaire » et non « humanitaire ».

Parmi les quatres grands projets internationaux de SOS, nous avons choisi ce mois-ci de nous intéresser au projet Pérou. Ainsi, ce projet dénommé *Cuyes y tara*, littéralement « Cochons d'Inde et Tare », consiste à mettre en place sur trois ans un commerce par la construction d'un élevage de cochons d'inde ainsi qu'une culture de la tare. Le Cochon d'inde est une viande luxueuse en Amérique latine, connue pour être riche en protéines. Quant à la tare, il s'agit d'un végétal rentable sur le long terme, profitable à l'industrie tannique.

Le but est d'aider la Casa Hogar « los Gorriones », orphelinat crée par un couple de Belges en 2002, en lui permettant d'être indépendante et autosuffisante vis-à-vis de l'aide internationale en percevant un revenu fixe. Le commerce des cochons d'inde et de la tare lui permettrait d'avoir ce revenu fixe qui non seulement servira à mieux répondre aux besoins des enfants (au nombre de 27, dont certains sont handicapés), mais contribuera aussi à l'agrandissement de l'orphelinat, qui pourra alors accueillir plus d'enfants.

La casa Hogar « Los Gorriones » se situe dans les quartiers pauvres d'Ayacucho, ville qui fût la plus touchée par le terrorisme du Sentier Lumineux.

Ayacucho renferme ainsi un lourd passé de ville meurtrie, mais aspire depuis quelques années à un nouveau départ. Cependant, la population est partagée entre le désir d'oublier les horreurs perpétrées et la volonté de transmettre la mémoire de ce passé. C'est donc dans ce contexte-là que chaque année, une équipe de plusieurs étudiants motivés et solidaires de GEM partent en mission à l'orphelinat.

Nous avons rencontré Nathalie Boitel et Julie Soubeyrat, actuellement en 2ème année à GEM, parties l'été dernier à l'orphelinat avec le reste de l'équipe du Projet Pérou 2009.

« Cette mission est un réel apprentissage de la vie, on relativise nos problèmes quotidiens, on se laisse charmer par cette population péruvienne si simple et généreuse à la fois », admet Julie Soubeyrat.

« En outre, le temps limité décuple l'intensité des moments, rend les contacts avec la population plus forts, conduisant à une sensation de "déchirement" lors du départ », ajoute-t-elle.

« Vivre, discuter, négocier avec les péruviens s'est avéré être une expérience très enrichissante » confie Nathalie Boitel, qui souligne également la sincère cohésion entre les membres du projet, et les liens d'amitiés qui se sont tissés suite à cette aventure commune.

Enfin, tous les membres de l'équipe vous le diront : l'atout du projet réside dans le fait qu'il s'agit d'une mission sur le long terme. Ce n'est pas de l'aide d'urgence, mais bien un réel élan de solidarité durable. Durable, pérenne, ce projet recherche encore des propositions de partenariat et de subventions avec d'autres associations ou organismes et appelle aux dons de chacun.

par Carole MORO
Chargée de communication
SOS ESC Grenoble–Projet Pérou.

http://sos-perou2010.blogspot.com
http://blogs.assoces.com/projet-perou

© D.R.

La Casa Hogar et (ci-dessus) Carole Moro avec un enfant péruvien de la *casa*.

LES MISSIONS COURTES DE VOLONTARIAT D'INITIATION

Plus de 300 bénévoles, de 18 à 35 ans, étudiants ou jeunes professionnels, partent avec la Guilde pour vivre une aventure solidaire hors du commun dans un pays du Sud, basée sur l'échange culturel. Car aventure et échange culturel sont au rendez-vous de nos missions de solidarité internationale.

Comment postuler aux missions de la Guilde ?

- Dossier de candidature téléchargeable sur le site internet.
- CV + lettre de motivation.

Retrouvez le détail des missions sur :
http://missions.la-guilde.org

Le volontariat d'initiation en bref

- Période : essentiellement l'été, de juin à septembre.
- Durée : 1 mois minimum.
- Profil : 18 - 35 ans, sans compétences particulières, étudiants ou professionnels.
- Type de missions : soutien scolaire, animations, coopération linguistique, missions sociales, environnementale, chantiers, sensibilisation santé…
- Zone géographique : Bénin, Togo, Madagascar, Burkina Faso, Mali, Kenya, Maroc, Thaïlande, Laos, Équateur, Bolivie, Géorgie, Kirghizstan, Liban…
- Equipe : de 2 à 10 bénévoles.

Des témoignages de bénévoles

Terres massaïs

Souvenirs et impressions de mission.

Isabelle et Nicolas, deux jeunes professionnels, sont partis le temps d'une mission à la rencontre des légendaires Massaïs. Six mois après leur retour, ils reviennent sur l'expérience vécue. Entre émotion et souvenirs partagés, ils racontent…

Avant de partir, comment imaginiez-vous la mission ?

Isabelle : Depuis longtemps, j'avais envie de partir en mission. C'est une amie, Dominique, l'une des membres de notre équipe, qui m'a parlé de la Guilde et des missions courtes d'été. Je suis enseignante en histoire géographie, j'étais donc très enthousiaste à l'idée de partir un mois pour enseigner à des enfants d'un pays du Sud. Vivre une aventure extraordinaire ! Lorsque la Guilde nous a contactés toutes les deux pour la mission au Kenya, nous exultions ! J'imaginais un village de brousse, des enfants très éloignés de notre univers occidental, à qui nous pourrions apprendre tant de choses… Alors j'ai demandé à ceux qui étaient intéressés parmi mes élèves de rédiger des lettres à destination des enfants massaïs racontant leur quotidien afin qu'ils découvrent un mode de vie très différent du leur. J'espérais obtenir des réponses pour mes collégiens de la région parisienne et mettre en place une correspondance. Il y a tant à apprendre des différences culturelles… Je savais que personnellement j'apprendrais énormément. Dans un autre domaine, j'imaginais aussi des conditions de vie réellement précaires, je m'étais préparée à affronter les cafards, araignées (mes « bêtes noires » !) et autres « collocs » impromptus de notre case ! Nous pensions dormir à même le sol, nous laver dans une bassine d'eau froide (et à ce propos nous envisagions d'acheter une douche solaire !) Bref, l'aventure ! Et ça aussi ça me plaisait !

Nicolas : Moi, je voulais partir en mission pour découvrir le monde autrement qu'en « simple » touriste. Aller à la rencontre de ces gens qui n'ont pas la même culture que moi et partager avec eux. Pour chercher un peu d'aventure, pour me sortir de mon quotidien, de ma routine. C'est donc la recherche de cette aventure à la fois humaine et physique qui m'a poussé vers l'Afrique et ses légendaires guerriers massaïs.

Comment avez-vous vécu votre mission ?

Nicolas : Nous avons passé un mois au cœur de la communauté massaï de Namuncha, hébergés au sein d'une famille. Nous avons pu partager le quotidien de ce peuple qui était, il y a quelques années encore, formé de bergers nomades, et qui doit maintenant se sédentariser pour conserver son identité dans le monde actuel.

© N. Eglin

Nous avons pu participer au développement de la communauté en donnant des cours et en organisant différentes activités auprès des enfants de la nursery school, et répondre aux nombreuses questions des jeunes et des professeurs de la big school.
C'était pour moi une expérience inédite de me retrouver devant une classe de quarante jeunes élèves complètement captivés par la moindre de nos interventions. Lors de notre séjour nous avons été sans arrêt escortés d'un cortège d'enfants voulant participer à nos initiations aux cerfs-volants, nos matchs de foot ou de rugby improvisés dans la savane ou nos diverses activités manuelles.
C'est peu de dire que nous avons été la curiosité du village pendant un mois. Ce qui nous a valu de longues soirées entourés de Massaïs pleins d'interrogations sur nos vies en France, ou simplement venus nous observer. De mon côté aussi j'ai découvert un peuple à la fois proche des traditions dont nous avons les échos jusqu'en France, mais qui évolue. La volonté de la nouvelle génération à participer au développement de la communauté par la construction de dispensaires, donner l'accès à l'eau pour tous et veiller à l'éducation des plus jeunes, mais aussi à jouer un rôle dans la vie politique du pays.

Isabelle : La mission a été à la hauteur de mes espérances, nous avons en effet vécu une expérience réellement enrichissante. Sur le plan humain, j'ai été touchée par ces enfants qui débordaient d'enthousiasme et d'affection. Etant plutôt habituée aux adolescents, je ne pensais pas prendre autant de plaisir à faire de la peinture avec les petits, à chanter et à mimer des chansons ou à leur faire réaliser des bracelets en perles par exemple ! Je garde un souvenir impérissable de ces moments. Et j'ai pu finalement ramener les précieuses réponses des élèves massaï qui furent reçues avec un vif intérêt par mes élèves français.
Au quotidien, nous vivions bel et bien une aventure. Nous étions logés dans une case en pleine brousse, nous nourrissant d'ugali et de sukumawiki, recevant le soir nos amis massaï autour d'une lampe à pétrole. Cependant, nous avons été accueillis par une communauté très acculturée, nombre de Massaï ayant troqué leur shuka contre des habits occidentaux, utilisant des téléphones portables et surfant sur internet dans le village voisin de Maï Maihu. Le mythe du guerrier massaï s'est quelque peu écorné à Namuncha !
Néanmoins, j'ai vécu une aventure humaine incroyable autant avec les villageois et leurs enfants, qu'avec les autres membres de l'équipe, qui furent tous de bien sympathiques compagnons de mission !

Quel est notre bilan de cette expérience six mois plus tard ?

Isabelle & Nicolas : Nous sommes tous les deux d'accord pour dire que cette expérience est extrêmement positive et à renouveler. On en revient riche d'avoir approché une culture nouvelle que l'on espère ne pas avoir dénaturée par notre contact.
Nous sommes partis pour aider, participer à la vie communautaire et échanger. Finalement nous pensons avoir plus reçu que donné. Les Massaïs qui vivent dans la simplicité sont particulièrement amicaux et fraternels, et nous qui vivons dans des sociétés occidentales avons beaucoup à apprendre d'eux.
Ces missions de solidarité internationale sont très enrichissantes dans la mesure où la volonté d'échanger est partagée des deux côtés.

© N. Egon

Aux portes du Caucase

Mission de coopération linguistique et culturelle en Géorgie : une immersion totale aux portes du Caucase.

Mission réussie pour trois jeunes étudiantes françaises, âgées de 18 ans, partant en Géorgie pour une mission de coopération linguistique, entre partage autour de la culture géorgienne et échange sur la francophonie.

« Sakartvelo » ce mot, qui signifie Géorgie, nous était inconnu il y a quelque temps. Et pourtant, il évoque aujourd'hui tant de souvenirs, de joies, de sourires chaleureux, d'amitiés tissées au grè de nos rencontres avec une population si ouverte et enjouée.
Motivées par tous les témoignages positifs que nous recevions à propos de la Géorgie, nous avons décidé de partir toutes les trois à la découverte de ce petit pays, en juillet dernier, grâce à une mission organisée par la Guilde. Cette mission s'est déroulée dans un village de campagne : Kistaouri, situé en Kakhétie, très jolie région au Nord Est de la Géorgie, aux portes du Caucase. En partant, nous souhaitions établir un échange culturel avec la population locale et partir à la découverte de l'autre en laissant de côté nos habitudes et nos réflexes pour nous intégrer au mode de vie local.

La famille qui nous a hébergées lors de notre mission est très accueillante, généreuse et aime nous faire découvrir la culture géorgienne (autour des chansons traditionnelles apprises par le père, qui est d'ailleurs très fier de nous faire partager son vin) ; véritable exemple de l'hospitalité qui caractérise la population.
Nous nous sommes vite accoutumées à la vie à la campagne, où nous nous sommes beaucoup plu : le dépaysement était total, pour nous Parisiennes, entre la traite des vaches, leur traversée du village le soir, les poules et les dindons dans le jardin et la cour d'école… Les habitants du village ont tout fait pour que nous soyons bien intégrées, en nous invitant chez eux, en nous faisant découvrir leurs modes de vie.

Notre mission avait pour but de créer un échange culturel autour de la francophonie. Nous nous rendions donc à l'école de Kistaouri pour donner des cours de français aux enfants de manière ludique. En vacances pendant cette période, les jeunes, agés de 6 à 18 ans, étaient dynamiques, motivés, curieux et avaient un réel désir d'apprendre le français (même les plus petits qui n'en ont jamais fait). On sent chez eux une véritable envie de faire progresser leur pays et de jouer un rôle dans cette évolution: leur ambition est grande, et beaucoup étudient en conséquence. Les élèves étaient contents de pouvoir replacer les mots de vocabulaire appris en cours quand ils nous croisaient dans le village, et d'en apprendre plus sur la culture française. Nous nous sommes très bien entendues

avec les élèves ; ils sont très attachants et sont devenus de vrais amis : ils s'exprimaient ainsi très librement et spontanément. Nous prenions beaucoup de plaisir à retrouver les élèves en dehors des heures de cours et ils étaient contents de nous faire partager leurs connaissances sur leur pays !

En partant, nous désirions donner aussi bien de notre temps que de notre entrain, mais nous ne pouvions nous douter que l'on apprendrait et recevrait autant !
Nous souhaitons donc, à notre tour, faire part de cette expérience, pour susciter, (pourquoi pas) une nouvelle envie de destination chez des aventuriers qui ont soif de découvertes, de rencontres et de sourires, le tout dans un environnement exceptionnel : au pied du Caucase ! Unique point négatif de cette mission : quand on y est, le retour est difficile !

par Hortense LANDOWSKI,
Capucine LELIÈVRE
et Margaux LE GENDRE
Bénévoles missions Géorgie en juillet 2009

© C. Lelièvre

Couleur sur le bénévolat

Flavie Barrot, 29 ans, directrice d'un centre de colonie de vacances, a participé à deux reprises, pendant un mois durant l'été, aux missions bénévoles courte durée de la Guilde. Elle nous relate ses deux différentes expériences :

Première mission : à la rencontre des enfants mal-voyants de Thong Pong au Laos.

En juillet 2007, j'ai décidé de participer à une mission d'animation dans un orphelinat de jeunes enfants mal-voyants. Je me suis lancée dans l'aventure avec l'une de mes amies. Malgré la rencontre de mon équipe, mes compétences d'animatrice auprès d'enfants et l'excitation des préparatifs, je me suis rendue compte, une fois sur place, que je ne m'étais pas assez préparée pour vivre pleinement cette aventure solidaire… En effet, partir en mission, même de courte durée, implique une préparation sérieuse avant le départ à la fois psychologique et pratique.
À mon retour, j'avais en tête de repartir mais j'ai préféré attendre deux années pour repostuler aux missions de la Guilde et pour ainsi terminer ma formation afin d'être mieux armée pour une future mission.

Deuxième mission : direction Jérada, Maroc.

En 2009, l'envie de me réengager dans une action solidaire resurgit. Mon diplôme d'animatrice sociale en poche, je me sens désormais en mesure de mener à bien une mission de solidarité internationale ! Cette fois-ci, une fois la réponse positive de la Guilde reçue et l'identification de ma mission, j'anticipe la préparation. Le travail ne manque pas : rencontrer les membres de mon équipe, prendre contact avec le partenaire local pour préciser les objectifs de la mission, se renseigner sur le Maroc, organiser les activités… Ce travail en amont est nécessaire à la réussite de la mission.
Enfin le départ ! Mon équipe s'envole direction Jerada, à la frontière de l'Algérie. Nous découvrons cette région reculée et méconnue des touristes. Le centre El Massira, sera notre lieu de mission pendant un mois. C'est ici que nous allons mettre en place des activités d'animation à destination de jeunes, adapter nos cours de soutien scolaire au niveau des écoliers et de manière transversale, favoriser l'échange franco-marocain.
Les partenaires locaux sont très investis et à l'écoute. Nous avons commencé par nous adapter à l'esprit du centre sans nous imposer. Le but étant de ne pas laisser d'empreinte négative et de nous « fondre dans le paysage » toute en donnant une impulsion. La vie quotidienne est rythmée par nos cours de soutien scolaire en français, la matinée et les activités de loisirs et d'éveil, l'après midi. L'agenda est bien rempli !
Par ailleurs, la légendaire hospitalité marocaine se confirme lors des nombreux dîners, soirées ou mariages auxquels nous sommes chaleureusement conviées. Ces moments de partages sont l'occasion d'échanger autour de la culture marocaine riche de son histoire et de ses coutumes.

Durant toute la durée de la mission, nous nous sommes efforcées de nous intégrer parfaitement. Nous avons énormément échangé avec nos partenaires et la population locale pour tenter de comprendre et de nous enrichir de nos différences qui font la richesse de l'humanité. L'objectif de notre équipe était d'apporter un savoir faire sérieux à un centre de vacances, et nous y sommes parvenus ! Je suis convaincue qu'une préparation sérieuse et un investissement total sur place tout en restant humble permet aux missions courtes de la Guilde de donner une impulsion aux partenaires locaux pour poursuivre son action pendant le reste de l'année.

Pour vous, futurs bénévoles :

Partez pour apprendre ! Partez et découvrez par vous-même ! Partez et soyez prêt à vous remettre en question ! Ne sous-estimez pas la force des rencontres !
Le bénévolat est une force vive et un enjeu pour la solidarité !

par Flavie BARROT
Bénévole Guilde (Laos juillet 2007 et Maroc juillet 2009)

© C. Lelièvre

Dans une classe de maternelle au Maroc.

Aventure au pays des éléphants

Partir en mission avec La Guilde, c'est se confronter à des réalités locales auxquelles nous ne sommes pas toujours préparées. Constance Névoret, 20 ans, étudiante en classe préparatoire, en a fait l'expérience.

J'ai fait mes premiers pas dans la solidarité internationale en juillet dernier, au cours d'une mission au Laos. Je ne connaissais pas grand chose à ce genre de missions et n'avais jamais voyagé très loin auparavant. Avec un peu de recul sur cette aventure, les raisons qui m'ont poussée à m'engager ne sont finalement pas celles que je retiens en premier lieu quand j'évoque ce voyage.

En postulant pour ce projet, j'avais très envie de m'investir dans un pays en développement et de donner de mon temps. C'est donc dans une volonté d'entraide humaine que nous avons entamé à cinq ce projet d'échange solidaire dans un centre ophtalmologique pour enfants aveugles et malvoyants au Laos. Nous voulions mettre en place des cours de soutien scolaire et des activités ludiques pour les enfants du centre, malvoyants ou aveugles pour la plupart. Malgré cette bonne volonté et cette motivation de départ, nous nous sommes vite rendues compte « sur le terrain » que nos objectifs allaient être assez difficiles à réaliser, d'une part du fait du handicap de ces enfants et d'autre part à cause de la barrière de la langue. Si, à court terme, cela pouvait s'apparenter à un échec relatif de ne pas réussir à leur enseigner le français et l'anglais comme nous l'entendions, les obstacles de la vie quotidienne nous ont permis de développer une certaine capacité d'adaptation. Finalement, si nous n'avons pas réalisé de « grandes choses » avec les enfants, nous avons malgré tout tissé des liens forts avec eux, qui se sont créés autour d'échanges simples. Le but principal de la mission étant de les distraire et de leur faire découvrir de nouvelles activités ludiques afin de les éveiller et de les occuper durant leur temps libre. Il faut faire preuve d'une certaine ingéniosité pour communiquer autrement que par le langage !

S'il fallait qualifier le principe des missions en quelques mots, je pense que la valeur centrale serait l'échange interculturel et humain. S'il est toujours difficile d'évaluer ce que nous avons pu apporter à ces enfants, nous sommes unanimes pour dire qu'eux, en revanche, nous ont beaucoup appris. Quelle leçon de courage que leur joie à toute épreuve !

L'équipe des au bénévoles Laos.

Pour tous ceux qui voudraient s'engager dans une mission, souplesse et motivation me semblent être les maîtres mots du bon déroulement de votre projet !

par Constance NÉVORET
Bénévole mission Laos en juillet 2009

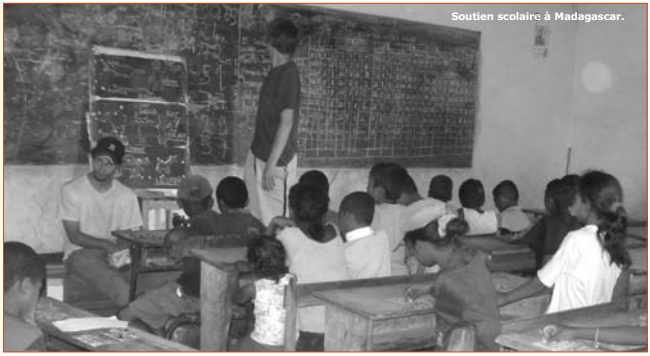
© C. Névoret

Enfants du centre Thong Pong.

La voie de la solidarité internationale

Une voie choisie par un ingénieur.

Julien, 24 ans, étudiant en Master des métiers de l'humanitaire nous relate son parcours et le tournant pris dans son orientation professionnelle tournée vers la solidarité internationale.


Soutien scolaire à Madagascar.

Ne pas comprendre pourquoi je me lève le matin mais m'en mettre plein les poches, ou se réveiller avec un but dans la vie sans forcément gagner des mille et des cents. J'ai choisi la deuxième voie ! Voici mon histoire.

Tout commence par l'obtention de mon bac S et la fameuse question que tout le monde se pose une fois le bac en poche : que vais-je bien faire maintenant ? Je pense rentrer dans une catégorie assez banale de jeunes ne sachant pas trop quelle orientation choisir ! J'ai donc écouté mon entourage et ce qui était censé être la « meilleure » voie avec le plus de débouchés : la prépa ! Mais ce choix ne m'attirait guère vue la charge de travail et la concurrence entre les élèves bien connues en prépa. J'ai donc choisi la solution intermédiaire de la prépa intégrée, et par « chance », j'ai été accepté à l'ISEP une école d'ingénieurs en informatique et télécommunication sur Paris.

Juste avant de me décider à redoubler ma deuxième année de prépa à laquelle j'ai échoué, je me suis posé la question d'une réorientation. Un métier m'est alors venu en tête : l'ergonomie ! Cela mêlait science et psychologie et ça me paraissait être mon truc. Toujours est-il que ma conseillère d'orientation m'a recommandé de continuer l'ISEP plutôt que de tout recommencer depuis le début et je crois que, sur ce point, j'ai été bien avisé de suivre son conseil.

J'ai donc poursuivi mon petit bonhomme de chemin et j'ai fini par me dire que l'ergonomie ne mènerait nulle part.

J'ai connu la Guilde et les missions courtes grâce à un ami de l'ISEP qui était parti en mission un an auparavant. Son témoignage m'a tout de suite séduit ainsi que deux autres amis de ma promo. C'était décidé, j'allais passer mon mois de juillet 2008 en mission de volontariat d'initiation. Après avoir rempli les dossiers de candidature, puis été acceptés, nous avons fait tout le nécessaire pour préparer notre départ. Puis nous avons décollé, et vécu un mois extraordinaire à Madagascar en immersion totale au sein de la population locale, à aider à réhabiliter une école et à monter des activités d'animation auprès d'enfants. Nous en sommes revenus transformés.

Selon moi, cette mission a été la graine qui a fait germer les racines de mon engagement dans la solidarité que je continue de mener aujourd'hui. En effet, à mon retour, je me suis penché sur les possibilités de travailler dans l'humanitaire et surtout d'en vivre. A ma grande surprise j'ai découvert que cela était possible ! Par ailleurs, j'ai décidé de créer une association étudiante de solidarité internationale au sein de l'ISEP, Humanisep, pour qu'à leur tour, d'autres étudiants puissent partir.

À la fin de mes études, après deux années en alternance décevantes chez SFR comme chef de projet, je savais une seule chose : je n'étais vraiment pas fait pour le métier d'ingénieur.
Aujourd'hui, j'ai intégré le master des métiers de l'humanitaire à l'IRIS pour me professionnaliser et je suis en stage à la Guilde, que je n'ai pas quittée depuis ma mission à Madagascar en 2008, en tant qu'assistant coordonnateur des projets de développement Guilde. Je vis cette année comme l'accomplissement d'un projet mûrement réfléchi pour arriver à répondre à la question du choix de mon avenir que je me suis posé il y à six ans. Ai-je eu de la chance ? Sûrement ! Mais une chose est sûre c'est que je m'en suis donné les moyens et demain quand mon réveil sonnera c'est avec un but dans la vie que je me réveillerai. Que donnera l'avenir ? Je ne sais pas, mais je l'attends sereinement.

par Julien LAMY
Bénévole Mission Mada en juillet 2008

© J. Lamy

Des témoignages de partenaires

En faveur de l'éducation des enfants boliviens

Anne Courrèges, volontaire aupès d'Ayni, vit en Bolivie depuis 2007, date de son départ à la retraite de l'Éducation Nationale. Elle a reçu, l'été dernier, deux bénévoles et raconte :

J'ai décidé de m'installer en Bolivie parce que l'histoire de ce pays m'intéresse et je souhaitais profiter de mon temps libre pour contribuer, même de manière modeste, à l'éducation des enfants boliviens. Je précise qu'une étude récente de l'UNESCO révèle l'échec alarmant de l'Éducation en Bolivie et ce, dès le primaire. Plusieurs raisons à cela dont une qui me semble fondamentale : la non-maîtrise de la lecture (60 % des personnes qui « savent lire » ne comprennent pas ce qu'elles lisent). Alors pourquoi ne pas monter un projet autour de la lecture ?
C'est ainsi que j'ai rencontré l'équipe de l'Association AYNI dont les objectifs rejoignent les miens.

AYNI est une association fondée à Paris en 1998. Elle a pour mission d'appuyer le développement de l'Éducation en Bolivie par l'élaboration et la mise en œuvre de projets éducatifs. Afin d'assurer l'appropriation, le suivi et l'évaluation de ces projets, AYNI a créé en 2004 une association AYNI BOLIVIA dont le siège est à Sucre en Bolivie. À ce jour, les actions menées se répartissent sur trois pôles : quatre bibliothèques de quartier à Sucre, un bibliobus à Santa Cruz et un bibliobus à Cochabamba.
Le bibliobus de Cochabamba est un projet tout récent puisque son activité a débuté en 2009. Nous allons dans cinq quartiers particulièrement démunis de la province de Cochabamba à raison d'un jour par semaine pour chaque quartier. Nous proposons un appui aux devoirs scolaires et différents ateliers : animation à la lecture, peinture, sensibilisation à la santé et à l'environnement, jeux didactiques, théâtre.

Notre équipe permanente est constituée de Boliviens, tous bénévoles à l'exception du chauffeur-bibliothécaire payé par la Préfecture de Cochabamba. L'été dernier, grâce à la Guilde, nous avons accueilli Fanny et Marion, deux jeunes enseignantes qui ont donné un mois de leurs vacances scolaires pour soutenir notre projet. Toutes les deux pleines d'enthousiasme et de générosité ! Par ailleurs, leur parfaite maîtrise de l'espagnol leur a permis de s'intégrer très vite à l'équipe et d'avoir un excellent contact avec les enfants. Leur présence durant un mois a été un réel bonheur partagé entre tous. Au niveau de l'équipe, outre leurs qualités humaines, elles nous ont apporté leur expérience pédagogique et nous ont aidés à prendre du recul sur notre fonctionnement et à l'améliorer. Au niveau des enfants, elles ont assouvi leur curiosité sur la culture et le quotidien en France ce qui a peut-être aussi permis de relativiser cet Eldorado imaginé des pays européens et de valoriser leur propre culture.
Cette expérience est très riche de part et d'autre. Pour les jeunes volontaires, voyager est de toute façon très formateur et le choix de la Bolivie qui est aux antipodes de notre culture occidentale leur permet de découvrir d'autres valeurs et peut-être de réviser des a priori. Je pense par exemple au concept de pauvreté : pour nous, Occidentaux, la Bolivie est un pays pauvre parce que le niveau de vie est très inférieur au nôtre et pour eux, la pauvreté c'est avant tout être seul, isolé, ne pas faire partie d'un groupe social (famille, communauté).
Pour les Boliviens, c'est positif aussi : ils sont très fiers que des Français choisissent de venir de si loin pour s'occuper d'eux et parce qu'ils s'intéressent à eux. En plus, la France est particulièrement appréciée (pays des droits de l'homme et de la culture)… sans relents de passé colonisateur !
Et pour le bibliobus, cela nous permet de renforcer notre équipe ! les bénévoles boliviens ne peuvent donner que leur temps libre car ils doivent assurer leur subsistance par ailleurs avec un travail salarié.

par Anne COURRÈGES
Volontaire auprès d'Ayni

© M. Faure - F. Gasquier

Une jeunesse mondialisée

Notre partenaire de longue date, Mylène Podriga-Duroux, reçoit des bénévoles en mission courte en Géorgie, son pays d'adoption, nous fait part de son point de vue sur les jeunes qui souhaitent s'engager aujourd'hui.

Après quelques années passées à recruter et accueillir de jeunes volontaires, pour la plupart bénévoles, je dois constater que les candidats de moins de 25 ans ont une notion de l'aventure un peu timorée, disons biaisée par un formatage à l'universalité, dangereux dans la rencontre avec l'Autre, avec soi-même. Combien de jeunes postulent avec un profil « je sais tout en surface » mais semblent cruellement manquer de profondeur, d'âme et d'intellect, génération zapping oblige, les contraintes s'évaporant au profit des maîtres mots Loisir et Hédonisme… Si la contrainte de l'aventure demeure justement dans le fait de sortir de soi, de ses habitudes, de son mode de vie, pour mieux appréhender l'Autre, c'est non seulement une qualité nécessaire mais aussi une aide précieuse dans cette empathie qui fait si souvent défaut à la jeune génération.

Échange culturel.

La mission Géorgie 2006.

Se mettre à la place de l'autre, c'est la base d'une rencontre réussie, mais cela nécessite aussi une bonne connaissance de soi, un recul sur sa culture, et aussi sur ses limites. Combien de jeunes ne conçoivent plus de vivre sans tchat, sans mobile, sans internet, avec un confort minimum, et des exigences non satisfaites en trois minutes… Malheur à ces réflexes de zapping, où tout s'enchaîne, sans échelle de valeur, sans application, sans pause, sans relecture, que ce soit de leurs lettres de motivation ou de leur parcours… Pourtant, le fait de se poser et de vivre autre chose, autrement, avec d'autres, permet parfois un réveil sur les limites de cette vaine course contre soi-même…

C'est en partie le but d'une mission, d'un stage, d'une immersion en Géorgie. Pour quelques semaines, quelques mois, on s'engage, on se rend utile gratuitement, on oublie son cadre de vie, pour vivre à la géorgienne, au rythme oriental, dans une culture post-communiste, on laisse de côté son rationalisme occidental et l'on se plonge au cœur d'un pays à part, *toast* après *toast* autour d'un *soupra* (banquet) qui viendra rendre hommage à Dieu, à la rencontre, à ces amitiés franco-géorgiennes d'un autre âge, aux tranches d'histoire qui ont façonné une nation, malheureusement désormais aussi tournée vers le consumérisme… Mais même en jean, ayant accès à MTV, et voulant copier l'Occident, nos jeunes Géorgiens n'en restent-ils pas encore différents ? C'est ce que découvrent souvent ces volontaires français… qui se rendent ainsi compte des conséquences néfastes d'une

Costume traditionnel géorgien.

culture mondialisée, des faiblesses de leur propre culture mais aussi de ses forces et de ses particularismes…

De retour en France, beaucoup retrouvent rapidement leurs réflexes mais sans doute, auront-ils appris sur eux-mêmes, le temps d'une pause caucasienne, où l'on ressort grandi, humble et conscient que même mondialisée, la jeunesse a encore beaucoup à apprendre et à donner.

par Mylène PODRIGA-DUROUX
Association Les Portes du Caucase

www.portes-caucase.caucasus.net

© C. Lelièvre - M. Duroux

Il y a de la joie en Afrique

Les jeunes en mission solidaire au Togo.

L'été dernier, grâce à la Guilde, nous avons amplifié nos actions à travers plusieurs missions au cours desquelles, des jeunes bénévoles français et togolais ont mis leur volonté au service des communautés rurales.

Le partenaire local, Djidjole-Afrique entendez « il y a de la joie en Afrique », est une association de solidarité internationale et d'utilité publique basée à Lomé. Elle est créée le 15 septembre 2006 et accueille des bénévoles et stagiaires français pour la plupart, autour de projets de développement axés sur l'échange culturel surtout en été. La structure compte aujourd'hui une trentaine de jeunes membres dynamiques dont une vingtaine d'étudiants; tous bénévoles.

Les objectifs de l'association sont entre autres de :

- Contribuer à l'amélioration et la sauvegarde de l'enfance,
- Lutter contre la dégradation de l'environnement,
- Promouvoir l'éducation, la formation et l'alphabétisation des jeunes et des enfants en difficulté,
- Favoriser l'échange culturel entre les peuples.

Le but étant de promouvoir le développement humain durable au Togo.

Les missions de solidarité proposées par Djidjole-Afrique pour les jeunes désireux de partir en Afrique touchent les domaines de l'éducation (sous forme de soutien scolaire et d'animation en faveur des élèves du primaire et du collège), de la santé (sous forme de sensibilisation sanitaire sur le paludisme, le VIH (sida) et l'hygiène), ainsi que le domaine environnemental par le biais des actions de reboisement et de sensibilisation sur des thématiques de la protection de l'environnement. Tous ces projets en milieu rural, avec la collaboration des Comités Villageois de Développement des milieux concernés, visent à favoriser la connaissance réciproque des cultures et une ouverture d'esprit vers l'autre dans sa différence. Cette année, les villages d'Amakpapé, Agbodjè, Gblainvié, Bolou et de Dodji au Togo recevront de juin à septembre les différentes missions d'été grâce à notre partenaire. Outre ces actions, l'association par le biais de son Centre d'Écoute pour Enfants Déshérités CEED accueille des enfants des rues et autres démunis en leur proposant des activités socio-éducatives en atelier. L'objectif est de les accompagner dans un processus de réinsertion sociale afin d'aider ces jeunes à préparer eux-mêmes leur avenir.

En accueillant des équipes de bénévoles français, l'association entend promouvoir la solidarité internationale entre le Nord et le Sud, l'échange interculturel, et la promotion de l'éducation sur tous ses aspects, pour un développement harmonieux de nos communautés de base.

Une mission de jeunes au Togo, c'est un condensé de découverte, de partage, d'émotions. Les participants, au cours du séjour parviennent à mieux se découvrir, à accepter l'autre dans sa différence, à se remettre en cause. On apprend beaucoup sur soi et sur les autres. L'échange est constamment présent. La vie en groupe nous inculque des valeurs humaines de respect, de solidarité, de tolérance et d'acceptation réciproque. C'est une expérience de vie très enrichissante pour tous les acteurs. Une mission de solidarité en Afrique permet également de découvrir et de vivre les réalités africaines au quotidien loin des hôtels et des bruits urbains tout en se rendant utile. Le bénévole expatrié ou local donne non seulement de son temps, de son énergie, mais également de sa volonté pour la réalisation d'un projet en faveur d'une collectivité rurale.
La diversité culturelle pour un monde solidaire ne devrait-il pas être une affaire de tous ?

par Assinini Assimiou GOMA
Président de Djidjole-Afrique

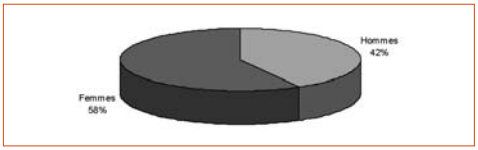
© Djidjole-Afrique

**Si le volontariat d'initiation offre une première expérience,
le Volontariat de Solidarité Internationale (VSI) s'inscrit dans une démarche d'une durée d'au moins un an.
Il permet une expérience significative dans l'humanitaire ou le développement.**

Les statistiques nationales 2008

Chaque année, le Ministère des Affaires Etrangères et Européennes (MAEE) compile les données des différentes associations du Volontariat de Solidarité Internationale (VSI). Nous vous présentons ici les statistiques nationales de ce dispositif, régi par la Loi n°2005-159 du 23 février 2005.

En 2008, 2 627 volontaires ont bénéficié du statut VSI, répartis parmi 26 associations agréées (seules 26 des 28 associations agréées ont utilisé ce statut en 2008) et l'AFVP. Si la répartition entre hommes et femmes des VSI reste la même par rapport à 2007, il y a eu près de 200 volontaires de plus par rapport à l'année passée. Comme en 2007, 88% des VSI étaient de nationalité française. En effet, toute personne majeure peut accéder à ce statut, quelle que soit sa nationalité (à part la nationalité du pays de mission).

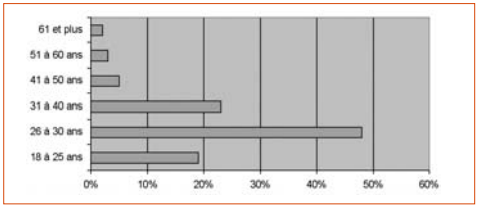


Nous constatons que le nombre de femmes s'engageant dans la Solidarité Internationale se développe régulièrement depuis 1996. Elles étaient 47% en 1996 contre 58% en 2008.

Le trio de tête des ONG de Volontariat (hors AFVP – organisme parapublic), inchangé depuis 2007, est :
- la Délégation Catholique pour la Coopération : 569 VSI
- la Guilde Européenne du Raid : 344 VSI
- le Service de Coopération au Développement : 289 VSI.

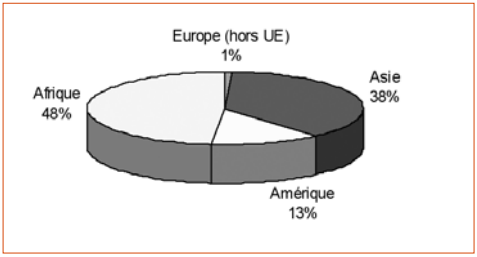
L'âge des volontaires

Les volontaires sont de plus en plus âgés. Le niveau moyen de formation des volontaires étant plus élevé, il est naturel que ces derniers soient recrutés à un âge plus avancé. Ainsi, depuis 2005, la part des 26 à 30 ans dans la population totale des VSI encadrés par des associations agréées, augmente sensiblement.



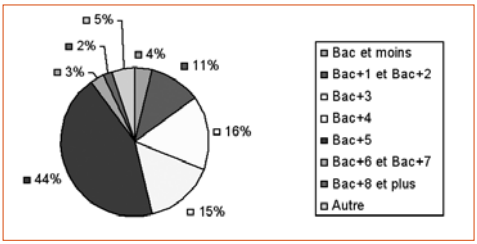
La répartition des volontaires

En 2007, 51% des VSI se rendaient en Afrique. Cet écart de 3% par rapport à 2008 correspond à l'augmentation du nombre de VSI présents en Asie.



Le niveau de formation des VSI

Nous constatons que le niveau d'étude des volontaires est de plus en plus élevé. Cela s'explique par trois facteurs cumulés :
- la multiplication des formations supérieures de Solidarité Internationale.
- l'intérêt grandissant des diplômés pour les professions dites « à sens », tels que la Solidarité et l'Environnement.
- la forte demande de missions des volontaires. Cela amène les ONG à élever leur niveau de recrutement.



par Coralie MORAND

Une expérience VSI qui marque

La Guilde Européenne du Raid m'a demandé de raconter pourquoi, alors que j'étais sur les rails d'un parcours tout tracé, je suis parti un an en tant que Volontaire de Solidarité Internationale. Je vais donc tenter de raconter l'histoire de cette décision.

Un groupe en réunion de formation avec blueEnergy sur l'importance de l'eau potable.

J'ai suivi un parcours scolaire très long : trois années de Math Sup, trois années d'École d'Ingénieur, trois années de thèse en catalyse moléculaire. Les derniers mois d'une thèse sont un moment spécial, très intense, dont l'angoisse n'est atténuée que dans les quelques rares minutes où l'on est conscient que tout a heureusement une fin. À cela s'ajoutait une angoisse personnelle, celle de l'avenir. Il ne s'annonçait pourtant pas si mal, avec peut-être un beau poste de chercheur dans un grand laboratoire industriel. Mais quelle monotonie ! Quarante ans dans un laboratoire, à explorer les mécanismes de formation des molécules, à découvrir de nouveaux procédés, à parcourir la littérature scientifique. Conquérir le monde de l'infiniment petit et ajouter son petit caillou à l'édifice immense de la recherche scientifique internationale. Oui, c'est la carrière que je souhaitais et souhaite toujours poursuivre, mais pourquoi me contraindre dès le départ à ne connaître que ça ?

Je me suis intéressé à la possibilité d'acquérir une expérience totalement différente, où je ne dirigerais pas un projet de recherche mais un projet à taille humaine, où je pourrais utiliser mes compétences professionnelles d'organisation et de gestion de projet, mais loin du monde de la recherche. Il m'était difficile de croire que je pouvais avoir une quelconque utilité hors du monde de la chimie moléculaire. Pourtant, j'étais irrésistiblement attiré par la solidarité internationale, par la découverte des pays du Sud et du monde de l'aide au développement.

Je me suis donc rapproché de l'ONG blueEnergy. Celle-ci proposait à des ingénieurs et des techniciens des missions d'un an pour contribuer au développement des communautés de la côte est du Nicaragua, par l'installations de systèmes hybrides éolien / solaire permettant l'accès à la lumière, la réfrigération, la radio...

Dans un contexte de plein développement de blueEnergy et au vu des urgences locales, j'ai eu la chance de me voir confier un nouveau projet d'installation de systèmes de traitement / distribution d'eau potable. Un large travail de recherche ayant déjà été effectué par un volontaire précédent, ma mission consistait à assurer la mise en place et le succès de ce projet, son chiffrage, et la coordination de nos activités avec les collectivités locales. Je me suis passionné pour cette mission d'un nouveau genre pour moi, d'autant plus qu'elle incluait également la formation des techniciens locaux à la construction des systèmes, et la formation des bénéficiaires à leur utilisation. J'ai pu échanger avec des personnes non plus diplômées des grandes écoles mais peu lettrées et peu formées, et en ai tiré un grand apprentissage.

Aujourd'hui, je souhaite réintégrer le monde de la recherche, mais il m'est difficile de nier le fait que cette expérience a profondément bouleversé mes acquis et mon mode de pensée. Ce dont je tire une très grande fierté.

La famille de Gloria et Edwin dans la communauté de Monkey Point avec leur nouveau filtre à eau familial.

par Guilhem MORA
VSI chef de projet
Eau potable au Nicaragua

Montée de la seconde éolienne de la communauté de Kahkabila par ses propres habitants.

© G. Mora

L'envol de la « Media-Luna »

Une aventure humaine pour la mise en protection d'un site naturel au Pérou.

Depuis plus de deux ans, l'association Ambassades Animales, initiée en 2001 par le Bioparc Zoo de Doué la Fontaine, a envoyé au Pérou un Volontaire de Solidarité Internationale, Clément Laronde, afin de mettre en place un projet de mise en protection d'une zone côtière peuplée d'oiseaux devenus rares dont le manchot de Humboldt.

Les pélicans sur les falaises de la « Media-Luna ».

C'est avec mon unique compagnon de voyage, un sac à dos, que j'ai débarqué début 2007 au Pérou. Les études de géographie accomplies, il était temps de partir à l'aventure. Et lorsque quelques mois plus tard, en plein voyage, j'envoyais ce mail à Pierre Gay, président de l'association Ambassades Animales, je n'imaginais pas me retrouver si vite dans une telle aventure humaine. Coup de cœur pour l'Amérique du Sud et plus particulièrement pour le Pérou. Un pays aux multiples facettes, frappé par la pauvreté mais riche en bien d'autres aspects. Pour un géographe, un éden : jungle amazonienne, haute montagne, désert aride, biodiversité exceptionnelle, la nature dans toute sa splendeur, mais trop souvent menacée. Pour un humaniste : une occasion unique d'offrir son énergie et ses compétences à une population dans le besoin. La rencontre des deux aspects donnera naissance au projet « Media-Luna ».

Le site de la « Media-Luna ».

Très vite, Ambassades Animales me propose de travailler sur un projet de réserve naturelle initié par deux Péruviens, amoureux de la nature et spécialistes de la faune du pays, Heinz Plenge et Guillermo Baigorria. Quelques mois plus tard, je rencontre en France l'équipe d'Ambassades Animales et nous décidons de concrétiser nos engagements au Pérou en compagnie de la Guilde, en engageant un Volontariat de Solidarité Internationale. Le statut de VSI se prêtait parfaitement à mes attentes, tout comme celles de l'association, en particulier quant aux questions de la démarche solidaire, des conditions de travail et de la couverture sociale du chargé de mission. C'est ainsi que depuis maintenant plus de deux ans, je suis Volontaire de Solidarité Internationale à Puerto Eten, petit village de pêcheurs dans le nord péruvien.

Guillermo Baigorria et un gardien du centre de secours des manchots.

Abritant de nombreuses espèces animales et ancien lieu important de nidification du manchot de Humboldt, le site côtier de La Media Luna a été choisi pour la mise en place d'un projet global de conservation et de développement basé sur la mise en protection du site. En accord avec la population de Puerto Eten et les institutions locales, le projet allie protection de l'habitat des oiseaux, restauration de populations animales, sensibilisation, valorisation touristique et développement local. Afin de restaurer la population de manchots d'Humboldt et d'assurer la conservation des autres espèces d'oiseaux, le projet associe aux mesures de protection *in situ*, comme la mise en réserve du site, les techniques ex situ qui permettront la création d'un centre de recueil et d'expérimentation de réintroduction des manchots. Il aura aussi une vocation de sensibilisation et sera porteur de développement économique pour les autorités et

Clément Laronde et des volontaires d'un collège de Puerto Eten lors d'une campagne de ramassage des déchets.

© C. Laronde - P. Lavergne - Guillermo Baigorria

Premières infrastructures du centre de secours des manchots.

Réunion avec les autorités locales.

les habitants de la commune de Puerto Eten, impliqués et parties prenantes de l'avenir de leurs régions côtières. Ainsi, outre l'aspect conservation et développement éco-touristique, le projet « Media-Luna » tend à donner à la population des alternatives de travail raisonnables et viables. Un des axes principaux est d'offrir aux personnes exerçant des activités précaires ou illégales sur le site, la possibilité d'être formées et de participer au projet en tant que gardiens ou guides.

Aujourd'hui, et après deux ans d'intenses démarches administratives, de discussions avec les autorités et de participations aux évènements de sensibilisation, l'équipe de travail s'attèle à la mise en place des premières infrastructures du centre de secours des manchots sur le site. Une nouvelle étape pour le projet « Média-Luna » possible grâce au soutien financier d'Ambassades Animales, de la fondation Ensemble, du Zoo anglais de South Lakes Wild et de la Guilde Européenne du Raid.

Au quotidien, la mission qui m'a été confiée est passionnante et enrichissante à tous points de vue. Sur le plan professionnel, en tant que coordinateur, je participe activement à la création et au développement du projet depuis les prémices. Certes, il s'agit d'une expérience parfois complexe, les lenteurs administratives et la corruption n'arrangeant pas les choses, mais c'est incroyablement formateur, notamment au sortir de cinq années d'université française. Le projet me permet de m'épanouir professionnellement en abordant des thèmes qui me tiennent à cœur comme la protection de l'environnement et la sensibilisation aux populations, mais aussi d'apporter mon expérience de géographe à l'équipe de travail. Outre l'aspect environnemental, je découvre un aspect social que je n'avais pu auparavant mettre en application de manière professionnelle. « D'une pierre deux coups » pourrions-nous dire pour la mission qui m'a été confiée !

D'un point de vue personnel, l'expérience est pour moi encore plus enrichissante. Proximité avec la population, apprentissage des réalités du terrain, intégration locale… Il existe de fortes différences culturelles entre l'Europe et l'Amérique du Sud, mais en faisant preuve d'ouverture d'esprit, d'intérêt et de compréhension, les barrières sont rapidement franchies et les différences existantes permettent un véritable apprentissage sur soi-même et une réflexion sur la manière dont chacun vit et doit agir. C'est pour moi, l'un des atouts principaux du Volontariat de Solidarité Internationale : il donne la chance de mettre à profit son expérience et sa solidarité auprès des gens qui le nécessitent tout en permettant au volontaire de s'épanouir. Ma mission me donne la possibilité par exemple de voyager et donc d'allier le travail et l'aventure, ma grande passion. Et le fait de se présenter comme VSI lors de rencontres sur le terrain, donne une certaine crédibilité auprès des populations et des autorités. Néanmoins, il reste encore du chemin à parcourir, au Pérou par exemple, il n'existe aucun statut migratoire pour les volontaires. Mais je ne renoncerai pas pour autant ! Après la fin d'une première mission de deux ans comme VSI, je cherche à prolonger l'aventure, en rêvant de voir bientôt le projet devenir 100% local et autonome.

par Clément LARONDE
VSI chargé de mission au Pérou

Ambassades Animales
Bioparc Zoo de Doué la Fontaine

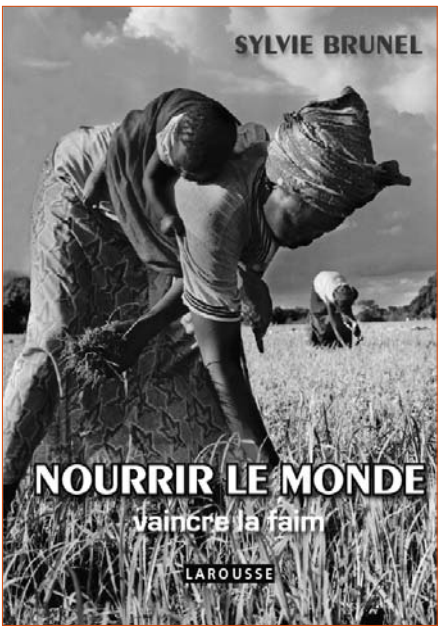
www.zoodoue.fr

Clément Laronde.

© P. Lavergne – G. Bajorria

LA FAIM
n'est pas une fatalité

Nourrir le monde, c'est possible. Il faut en finir avec les clichés et les idées reçues. Sylvie Brunel, géographe, économiste, professeur de géographie à la Sorbonne (Paris IV) où elle dirige le master professionnel mondialisation, pays du Sud et développement durable, a travaillé longtemps dans l'humanitaire, d'abord à MSF puis à ACF.
Elle a publié de nombreux livres sur la faim dans le monde, ainsi qu'un roman consacré aux ONG, *Frontières* (Ed. Denoël). *Nourrir le monde, vaincre la faim* (Ed. Larousse), dont sont extraites les questions qui suivent, est son dernier ouvrage sur les questions alimentaires.



Sommes-nous trop nombreux sur la terre pour pouvoir nourrir l'ensemble de l'humanité correctement ?

Il existe suffisamment de nourriture pour que chaque être humain puisse manger à sa faim.

Si la production alimentaire mondiale était également répartie, chaque être humain disposerait de 2 800 calories par personne et par jour, soit largement plus que ses besoins (2 100 calories par jour en moyenne). Et cela, même en enlevant la part de la production céréalière qui va à l'alimentation animale (25%), aux semences (5%), et celle qui est perdue, gaspillée, abîmée (20%). La production agricole mondiale augmente plus vite que la population.

Chaque humain dispose en théorie de 40 % de grains de plus qu'en 1960.

En Asie, les grandes famines ont disparu. L'Inde a mis en place dans les années 60 la révolution verte – politiques de soutien à l'agriculture, adoption de variétés à hauts rendements et distribution de nourriture subventionnée aux plus défavorisés – qui en a fait un grand pays céréalier, mais n'a pas réglé la malnutrition chronique, encore très importante pour des raisons sociales (pauvreté, inégalités de castes et inégalités régionales). De même l'Afrique souffre d'un déficit alimentaire chronique, mais elle pourrait produire beaucoup plus si les agriculteurs étaient mieux rémunérés.
La faim dans le monde n'est pas un problème de production, mais de répartition. Ceux qui ont faim, ce sont les pauvres, les non consommateurs.

Chaque année, la terre compte environ 70 millions d'hommes supplémentaires.

Après s'être très lentement accrue durant des millénaires, la population mondiale a doublé de 1960 à 1990 et compte aujourd'hui environ 6,7 milliards d'êtres humains. Mais, si la croissance démographique se poursuit, elle se ralentit cependant dans le monde entier et devrait se stabiliser autour de 9,5 milliards d'individus vers 2 100 environ. Pourtant, l'enjeu alimentaire est réel : d'ici à 2050, la population mondiale augmentera de 50 %. M.

Deux raisons permettent d'être optimiste.

De gigantesques réserves de production encore inemployées existent dans de nombreux pays (Europe, Russie, Ukraine, Brésil,

Afrique, Etats-Unis...), et certains continents comme l'Afrique ou l'Amérique latine se caractérisent encore par des rendements très bas. La marge de progression de la production mondiale est donc très importante. L'avenir alimentaire de la terre n'est pas inquiétant, même avec 10 milliards d'êtres humains…

Mais l'agriculture doit devenir « durable ».

Protéger dès aujourd'hui notre « capital-terre » en luttant contre la pollution et les atteintes croissantes à l'environnement, dans les pays riches comme dans les pays pauvres, s'impose, notamment dans les régions les plus productives qui ont reçu trop d'engrais, de pesticides et consomment beaucoup d'eau d'irrigation.

Comment assurer la sécurité alimentaire ?

Qualité et quantité de la sécurité alimentaire.

Si la sécurité alimentaire est devenue une question de qualité de la nourriture dans les pays riches, elle reste toujours une question de quantité dans les pays pauvres, où il est essentiel d'accroître la production agricole, notamment en Afrique et dans le pourtour méditerranéen, comme dans les régions les plus enclavées, les plus pauvres et les plus vulnérables. Le but : **permettre au plus grand nombre d'avoir accès en tout lieu et à tout moment à une nourriture saine, de qualité et culturellement acceptable.**

Les biotechnologies.

Les biotechnologies, et notamment les OGM (Organismes génétiquement modifiés), ne permettent pas aujourd'hui de résoudre le problème de l'accès des populations les plus pauvres à la nourriture, parce que les orientations actuelles sont le fait de firmes privées cherchant à satisfaire les besoins de l'industrie agro-alimentaire des pays riches. Mais des recherches menées dans le sens de l'intérêt général pourraient permettre demain de disposer de plantes mieux adaptées aux besoins des régions les plus exposées (manque d'eau, sécheresses chroniques, pauvreté des sols, etc.), elles sont menées particulièrement en Asie.

Le changement climatique.

Le changement climatique risque en effet d'entraîner une plus grande variabilité du climat, et notamment des crises plus fréquentes aux basses latitudes, là où précisément se concentrent un grand nombre de populations malnutries. Toutes les stratégies d'adaptation doivent être mobilisées : savoirs paysans, techniques culturales respectueuses des sols et limitant les effluents, génie génétique ou hybrides chaque fois que nécessaire…

Les échanges agricoles mondiaux.

Ce sont un facteur important de la sécurité alimentaire car ils permettent de faire jouer les complémentarités entre régions excédentaires et régions déficitaires. Mais ils sont menés actuellement au bénéfice des pays riches, qui dépensent des sommes considérables pour soutenir leurs agriculteurs au détriment de ceux des pays pauvres, exposés de plein fouet à une concurrence internationale faussée par ce soutien.

La condition essentielle pour assurer la sécurité alimentaire.

La condition essentielle pour assurer la sécurité alimentaire à toutes les échelles est, en milieu rural, de garantir une rémunération suffisante du producteur et de le prémunir contre les fluctuations des cours par des systèmes de régulation (stockage en période de surproduction, libération des stocks en cas de pénurie), et, en milieu urbain, de créer des systèmes de protection sociale garantissant aux plus pauvres un revenu minimum.

© D.R.

Pourquoi, si le monde a suffisamment d'excédents agricoles, plus d'un milliard de personnes ne mangent-elles pas à leur faim ?

Il suffirait pourtant de vingt millions de tonnes de céréales pour éliminer la malnutrition, ce qui représentait seulement 5 % des stocks mondiaux au début des années 2000 !

Aujourd'hui les stocks sont au plus bas en raison d'une conjonction de facteurs conjoncturels et structurels. Et si la faim a longtemps reculé – un habitant du Tiers Monde sur trois était malnutri en 1970, un sur sept aujourd'hui -, elle persiste pour des raisons qui n'ont rien à voir avec les disponibilités existantes : ceux qui souffrent de malnutrition, dans les bidonvilles ou les campagnes, sont trop pauvres pour acheter de la nourriture.

La pauvreté, s'accompagne d'un très faible pouvoir d'achat, de rendements agricoles très bas et d'un manque de formation.

Cela entraîne des pratiques alimentaires désastreuses, est une des premières causes des difficultés nutritionnelles. Ainsi, même quand la production alimentaire d'un pays est excédentaire, certains groupes humains n'ont pas accès à une alimentation correcte. C'est le cas au Brésil, pourtant un des premiers exportateurs mondiaux de produits agricoles, ou en Inde, qui, bien qu'autosuffisante sur le plan alimentaire au niveau national, compte à elle seule deux fois et demie plus d'enfants malnutris que toute l'Afrique sub-saharienne (70 millions) !

Une aide alimentaire massive n'est pas la solution.

Une grande part des surplus agricoles massifs provient des pays du Nord, où l'agriculture est protégée et subventionnée, alors que c'est dans le Sud qu'on souffre de la faim. Mais l'aide alimentaire fluctue en fonction des excédents alimentaires des pays riches et rend ceux qui en bénéficient dépendants d'une assistance extérieure, ce qui décourage leurs propres productions et entretient la pauvreté. **Elle doit donc être réservée aux situations d'urgence.** En dehors de ces cas extrêmes, l'aide alimentaire est néfaste : beaucoup de pays d'Afrique pourraient produire beaucoup plus si leurs petits agriculteurs, premières victimes de la faim, étaient mieux soutenus et protégés et ne subissaient pas la concurrence « déloyale » de l'aide et des importations alimentaires à bas prix.

Mieux vaut combattre la malnutrition par l'éducation nutritionnelle et le développement d'une agriculture solide et diversifiée.

Trois quarts des malnutris dans le Tiers Monde sont des ruraux. Le soutien à la petite agriculture familiale paysanne permet d'accroître leurs revenus et de les rendre moins vulnérables face à la faim. Mais il ne faut pas opposer cette agriculture de petits producteurs à ce qu'on appelle souvent l' « agro-business » : pour assurer la sécurité, la diversité, le transport, la transformation et la conservation des aliments, alors que la moitié de la population mondiale vit désormais en ville, on a aussi besoin de structures agraires puissantes, de rendements élevés et de filières organisées.

Il n'existe aucune corrélation entre la densité de population et le niveau nutritionnel.

Ce n'est pas forcément dans les pays les plus peuplés que les gens ont le plus faim. Au contraire, les fortes densités de population peuvent constituer un facteur de progrès et de sécurité alimentaire car elles stimulent l'adoption d'innovations agricoles. On souffre de la faim dans des pays géants et peu peuplés, y compris dans des pays tropicaux qui représentent de véritables « edens » verts, comme en Afrique centrale. À l'inverse, des pays soumis à de fortes tensions climatiques, comme ceux du Sahel, ne connaissent plus de famines parce qu'ils ont appris depuis des décennies à gérer le risque alimentaire. Tout dépend de la façon dont l'agriculture est encouragée ou non par les pouvoirs publics : les agriculteurs disposent-ils ou non d'une rémunération satisfaisante pour leur travail ? De débouchés ? Les produits agricoles sont-ils transformés sur place, ou bien exportés bruts, ce qui expose le pays à la fluctuation des cours mondiaux ?

Ce n'est pas le nombre des hommes qui compte mais la façon dont ils utilisent le milieu dans lequel ils vivent.

Le rôle des techniques agricoles est essentiel : l'Asie, avec la riziculture, nourrit de fortes densités de population dans les espaces limités des grandes plaines rizicoles et des deltas, mais elle a dû adopter dans les années soixante la révolution verte pour résoudre le défi du nombre. Ce qui est dangereux en revanche, c'est quand une population se met à augmenter fortement, alors que ses systèmes agricoles restent traditionnels et ne sont pas incités à se moderniser. C'est ce qui s'est passé en Afrique, où la plupart des politiques suivies ont fait l'impasse sur la petite agriculture paysanne, qui nourrissait pourtant plus des trois quarts de la population. Chaque fois que les paysanneries sont soutenues, elles se montrent capables de passer à des

© D.R.

systèmes agricoles plus productifs. Mais il se produit alors généralement une concentration agraire aux mains des agriculteurs les plus performants qui peut entraîner des inégalités sociales et foncières.

C'est souvent dans les pays où plus de personnes se consacrent à l'agriculture que la faim est la plus présente.

Une forte proportion d'agriculteurs est en général un indice de sous-développement. L'agriculture est alors extensive, à faibles rendements. Elle ne permet ni de faire face aux aléas climatiques, ni de dégager des surplus pour nourrir les villes, constituer des réserves ou exporter. Un paysan américain ou français peut nourrir plus de 60 personnes, un paysan africain tout juste sa famille. Cependant, il existe dans le monde des pays à forte tradition agricole qui sont en même temps des pays de « grands espaces » où l'agriculture est performante et permet d'exporter des surplus considérables à bas prix : la pampa argentine, les plateaux et le sud du Brésil, l'Australie quand elle n'est pas confrontée à la sécheresse et au manque d'eau, le Chili, la Nouvelle-Zélande…Mais, chaque fois, le nombre de personnes employées dans l'agriculture est relativement faible.

Se réorienter vers les cultures vivrières pour manger à sa faim est-il la solution ?

Partiellement seulement.

L'idée que pour nourrir ceux qui ont faim il faut réorienter l'agriculture vers les cultures vivrières ne prend pas en compte le fait que les attentes des paysans ne se limitent pas à leurs besoins physiologiques : il leur faut non seulement se nourrir mais aussi acheter des biens divers, envoyer leurs enfants à l' école, se déplacer, etc. Ils ont donc besoin d'argent.

La question n'est donc pas ce qui est produit, mais à quel prix.

Si les cultures de rente se vendent cher, elles permettent de se procurer plus de nourriture et plus diversifiée que si celle-ci était produite directement. S'il n'y a pas de possibilité de bien vendre (enclavement ou concurrence déloyale du Nord), mieux vaut produire pour se nourrir bien sûr….

La distinction entre cultures vivrières et cultures alimentaires s'estompe en raison de l'urbanisation.

Celle-ci met à la portée des paysanneries un gigantesque marché. De nombreuses plantes peuvent être ainsi alternativement vendues ou consommées en fonction des prix et des débouchés : arachide, maïs, haricots, riz… De même, toutes les plantes ou presque peuvent devenir des agro carburants.

Accuser les agro carburants ou les cultures de rente de produire la faim est une erreur.

Cela serait vrai si la nourriture manquait sur la terre, ce qui n'est pas le cas. Ils peuvent au contraire offrir aux paysans la perspective de débouchés rémunérateurs, élever leur niveau de vie et leur permettre de rester sur leurs terres. Ainsi, dans les pays du Sahel, les régions productrices de coton sont les plus dynamiques et les plus riches.

Mais il faut des politiques agricoles et alimentaires pour soutenir et protéger les cultivateurs.

Les monocultures sont dangereuses car elles exposent les paysans à tous les risques : ravageurs, problèmes climatiques, chute des cours. De même, exporter des produits bruts au lieu de les transformer sur place ne permet pas de susciter un processus de développement local.

Les paysans ont besoin d'être protégés, formés, soutenus, d'être propriétaires de leurs terres et d'avoir accès au crédit et aux intrants pour que l'agriculture se porte bien et dégage des excédents.

Les pays les plus pauvres se plaignent à juste titre de l'injustice des relations internationales qui les expose de plein fouet à la fluctuation des cours mondiaux.

Le rôle des organisations paysannes, groupements, coopératives, syndicats, ONG.

Ce rôle est essentiel pour défendre les droits des paysans et faire entendre leur voix sur la scène internationale comme à l'intérieur des différents pays.

© D.R.

Comment lutter efficacement contre la faim ?

Le développement est la meilleure arme contre la faim.

Il entraîne en effet une élévation généralisée du niveau de vie, qui permet de réduire le nombre de pauvres donc de malnutris. La faim a ainsi considérablement diminué en Asie orientale, et notamment en Chine. Mais l'accroissement des inégalités dans les villes et la paupérisation des campagnes, longtemps délaissés dans les choix économiques de l'Inde et de la Chine, font que la faim progresse à nouveau, notamment dans les villes, après avoir longtemps diminué : aujourd'hui, elle affecte 925 millions de personnes dans le monde, dont plus de 30 millions de personnes dans les pays développés.

Des programmes ciblés vers ceux qui sont les premières victimes de la faim obtiennent des résultats rapides.

Bien que la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1948 reconnaisse l'existence d'un droit à l'alimentation (dans ses articles 2 et 25), celui-ci est loin d'être une réalité dans les faits. Les malnutris sont des citoyens de seconde zone. Pourtant, en deux ans, on peut faire chuter de moitié, voire des deux tiers, le taux de malnutrition d'une région pauvre, à condition de bien identifier les populations qui souffrent de la faim et de concevoir à leur intention des programmes ciblés de nutrition, d'éducation alimentaire, de développement agricole et de création d'emplois. Ils obtiennent d'excellents résultats, rapidement, et avec des coûts limités. Certains pays tels le Brésil, le Bangla Desh ou le Malawi font aujourd'hui de la lutte contre la faim une priorité. En cas de carence gouvernementale, il appartient aux ONG et à l'ONU, avec notamment la FAO et le PAM, de s'en charger, mais leur action ne peut être que ponctuelle et ciblée sur les populations à risque.

L'aide alimentaire doit être réservée aux situations d'urgence et de courte durée.

Si l'aide alimentaire permet de faire face aux situations d'urgence, elle décourage l'agriculture locale lorsqu'elle se prolonge, car elle entraîne une baisse des prix et empêche de vendre les récoltes. De même, la distribution de repas en milieu scolaire favorise certes la scolarisation des enfants, mais présente des effets pervers dans les familles très pauvres, qui considèrent que l'enfant a déjà été nourri à l'école. Voilà pourquoi toutes les réponses consistant à distribuer de la nourriture doivent être très ciblées et leur impact réexaminé en permanence.

Agir sur les femmes, et notamment sur les mères de famille, est essentiel.

Le statut de la femme, particulièrement son niveau éducatif, a une influence directe sur la situation nutritionnelle de ses enfants. Il existe une corrélation mathématique entre le nombre d'années de scolarité suivies par les mères et le nombre d'enfants qu'elles mettent au monde, ainsi que le taux de mortalité infantile de ces derniers.
Un pic très important de mortalité s'observe notamment vers 15-18 mois, au moment du sevrage de l'enfant : mal informées, les mères les passent directement de l'allaitement maternel au plat familial, à base de riz en Asie, de mil, de sorgho ou de manioc en Afrique, de maïs ou de blé en Amérique latine, ce qui a des conséquences parfois dramatiques pour les enfants (diarrhée, amaigrissement, carences en vitamines et protéines, kwashiorkor et malnutrition protéino-énergétique…).
Mais les femmes qui ne sont pas allées à l'école peuvent cependant donner à leurs enfants une bonne alimentation lorsqu'elles ont reçu une formation spécifique. Les ONG attachent ainsi une importance particulière aux programmes de protection maternelle et infantile, à la formation de sages-femmes, à la réalisation de programmes s'adressant aux femmes. De même, leur donner accès à une eau potable près de chez elles, par un captage de source ou le creusement d'un puits, leur permet de se libérer de la corvée d'eau et de pouvoir consacrer ainsi plus de temps à leur famille.

© D.R.

© D.R.

Faciliter la souveraineté alimentaire de chaque pays ou groupe de pays s'impose.

La plupart des politiques dites de développement menées dans les pays du Sud ont longtemps sacrifié l'agriculture : miser sur les villes et l'industrialisation en s'approvisionnant sur les marchés mondiaux était considéré comme la stratégie la plus efficace. L'exode rural est ainsi venu grossir les mégalopoles du Sud tandis que les citadins devenaient de plus en plus dépendants des aliments importés. La flambée récente des cours a montré les limites de ce choix et la vulnérabilité des pays qui avaient sacrifié leurs agriculteurs. Investir dans l'agriculture est désormais considéré comme une priorité par de nombreux pays. **Le soutien à la petite agriculture familiale paysanne est considéré comme le moyen le plus efficace de vaincre la faim.** Chaque pays doit pouvoir défendre sa souveraineté alimentaire : le droit de protéger son agriculture des fluctuations des marchés mondiaux et de garantir une rémunération correcte à ses agriculteurs.

Les programmes des ONG obtiennent des résultats très rapides lorsqu'ils sont bien menés, à condition qu'elles puissent avoir accès aux populations.

Afin que leur aide ne soit pas mal utilisée (Corée du Nord, Birmanie, Darfour…), les plus expérimentées offrent un front commun aux affameurs en édictant des principes très clairs dans leur intervention :
- libre choix des bénéficiaires des programmes ;
- libre choix des méthodes d'intervention ;
- libre choix des lieux d'intervention.

Le but des ONG est d'apporter une assistance humanitaire directe et de contrôler qu'elle parvient bien à ses véritables destinataires, les populations les plus vulnérables et les plus malnutries. Dans leurs distributions alimentaires, elles bénéficient de l'aide logistique du PAM (programme alimentaire mondial), organisme des Nations Unies dont le rôle est de collecter, de mobiliser et de distribuer l'aide alimentaire.

Mais les programmes des ONG sont forcément limités de par leurs moyens d'action, qui dépendent de contributions volontaires.

Si les donateurs privés sont indispensables pour permettre aux organisations humanitaires de choisir et de démarrer leurs programmes en toute liberté, le soutien des organisations internationales, comme les agences des Nations Unies, et surtout, des gouvernements, ainsi que celui de l'Union Européenne, premier donateur mondial, leur est indispensable pour amplifier leur action.

Pour être durable et efficace l'aide humanitaire doit se doubler d'une action politique et diplomatique : la paix et l'instauration d'un État de droit sont le meilleur moyen de lutter contre les famines.

Dans les pays dont les gouvernements sont soucieux de l'intérêt public et adoptent de véritables politiques démocratiques et de développement, les famines ne se produisent plus.
Dénoncer les bourreaux et obtenir leur mise hors d'état de nuire, lutter pour le respect des droits de l'homme, et notamment des minorités, sont indispensables pour éviter que la famine ne devienne une arme aux mains des gouvernements ou des mouvements armés. Quelles que soient les difficultés souvent rencontrées sur le terrain, il faut tout tenter pour rester présent, afin de ne pas laisser les populations seules face à l'arbitraire.

Les pays où un véritable processus de développement est amorcé ne connaissent plus la faim. Il ne suffit pas de produire plus de nourriture, il faut aussi que celle-ci soit accessible, même aux plus pauvres.

par Sylvie BRUNEL

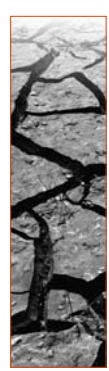
Géographe, économiste, professeur de géographie à la Sorbonne (Paris IV)

VAINCRE LA FAIM

de François GUILLAUME aux éditions Eyrolles.

François Guillaume persévère. Ancien président de la FNSEA puis ministre de l'agriculture de 1986 à 1988, il met en cause le libéralisme de l'OMC et prône une OPEP des producteurs agricoles, « l'exception alimentaire » nécessitant la protection des marchés agricoles, au Nord comme au Sud. Il est favorable aux OGM et à une utilisation raisonnée des produits phytosanitaires pour un nécessaire développement des productions.

Un livre émaillé de nombreux exemples, tels les offices agricoles ayant le monopole des exportations (marketing board) de pays, libéraux à usage interne, et une réflexion ambitieuse sur les régulations économiques et monétaires internationales. Regrettons toutefois que ne soit pas assez soulignée la responsabilité des États dans la plupart des pays concernés par la faim.



Projets d'aide au développement

Les jeunes des Hauts-de-Seine se lancent !

Avec « Initiatives Jeunes Solidaires », le Conseil général des Hauts-de-Seine lance un appel à projets pour soutenir l'engagement de jeunes de 18 à 30 ans des Hauts-de-Seine dans des projets d'aide au développement.

Lancé en 2008, le dispositif a pour objectifs de favoriser leur ouverture au monde mais aussi leur esprit d'initiative et de solidarité. En complément d'un accompagnement financier et méthodologique, le Département se mobilise à travers ce dispositif pour aider les jeunes à valoriser ces expériences dans le cadre de leur parcours professionnel. En 2010, 30 projets pourront être soutenus. En 2009, 20 projets réunissant 146 jeunes dont 100 Alto Séquanais ont été soutenus par le Conseil général.

Comment participer à l'appel à projets ?
Les personnes intéressées peuvent dès maintenant consulter le site internet :

www.hauts-de-seine.net

rubrique « coopération internationale »

Les critères d'attribution de ce dispositif, ses modalités d'inscription et télécharger le dossier de demande de subvention. La date limite de dépôt des dossiers est fixée au 12 mars 2010.

Témoignages

Le Conseil général des Hauts-de-Seine a attribué une subvention de 3 000 € à sept jeunes Isséens engagés dans la section locale de la Croix-Rouge, actuellement en ce moment au Togo pour participer à la construction du centre d'écoute et de conseil, afin de lutter contre les maladies sexuellement transmissibles dans la région des savanes. « Après plusieurs séances de travail avec les autorités locales et la Croix Rouge togolaise (notre partenaire sur place), le chantier du centre a déjà bien avancé. Les murs commencent à se construire petit à petit. Nous rencontrons des gens super. L'ambiance est formidable. Encore merci de l'attention que vous avez porté à ce projet. Merci de nous avoir donné la chance de vivre cette super expérience », confie Valentine.

Génaf, une association asniéroise composée uniquement de jeunes, a pour objectif la mise en place et la réalisation de projets humanitaires dans les pays d'Afrique en développement.
Cette année, l'association a mobilisé 33 jeunes de juin à octobre pour la construction d'une bibliothèque et l'animation d'activités éducatives dans la commune de Bérégadougou au Burkina Faso. Le Conseil général la soutient à hauteur de 5 000 €. Tandis que la bibliothèque se construit petit à petit, les jeunes mènent en parallèle des activités auprès des enfants. « Côté chantier, nous avons bouclé les fondations en début de semaine… La construction doit se terminer fin août et la peinture courant septembre. Nous avons également réalisé un devis pour le mobilier. Je pense donc qu'on tiendra le budget. J'estime la capacité de stockage de la salle d'exposition aux alentours de 5 000 livres », affirme Guillaume.

Renseignements :
01 41 91 25 89 – 01 41 91 27 85
cooperation-internationale@cg92.fr

Une nouvelle politique de coopération internationale pour le Conseil général

Depuis le 24 octobre 2008, le Conseil général a repris en direct sa politique départementale de coopération internationale et d'aide au développement. Celle-ci se recentre désormais sur quatre pays représentés par des communautés importantes dans le département : Haïti, le Mali, l'Arménie et le Cambodge ; Objectif : la lutte contre la faim et l'extrême pauvreté. Ces quatre pays ont tous un taux de prévalence de la faim supérieur à 30 % selon les chiffres établis par l'ONU.

Exemple de trois projets novateurs soutenus en 2009 par « Initiatives jeunes solidaires »

Association G du coeur
projet Nosy Komba 2009 à Madagascar

L'île de Nosy Komba est une île de 4 000 habitants au nord de Madagascar. Depuis 2006, l'association G du coeur travaille avec la Croix-Rouge de Madagascar pour un développement global du village d'Antitorona.
Dans l'objectif d'améliorer l'éducation des enfants de l'île, l'association a financé la construction d'un dortoir pour les élèves du collège d'Antitorona et a apporté 100 ordinateurs. Développés par l'association OLPC-France, ces ordinateurs sont conçus spécifiquement pour les enfants et peuvent être utilisés partout. Durant leur séjour, les membres de l'association G du coeur ont participé au chantier de construction du dortoir et formé les enseignants à l'utilisation de l'ordinateur. Enfin, dans le domaine de l'agriculture, les membres de l'association ont participé à la mise en place d'un potager communautaire et financé la plantation d'arbres pour lutter contre la déforestation et renouveler les espèces arboricoles.
Ce projet sera présenté lors des premières rencontres des Initiatives Jeunes Solidaires le 18 janvier 2010. Il a été soutenu par le Conseil général à hauteur de 6 000 €.

Association SOLEM

Projet Soliid (SOLidarité Internationale Incinération des Déchets) au Mali

Cette association des étudiants en médecine de l'Université de Paris V, membre de Solidarité Etudiante, a pour objectif de mettre en place un système de gestion des déchets infectieux à Bamako.
En effet, d'après l'Organisation Mondiale de la Santé, plus de 22 millions de contaminations par an dans le monde sont liées aux déchets biomédicaux. Rapportée à la population de Bamako, cela correspond à plus de 5 000 contaminations par an.
En partenariat avec les autorités locales et la Direction Régionale de la Santé du District de Bamaka, 7 étudiants sont partis pendant deux mois à Bamako pour former le personnel soignant au tri des déchets et à l'utilisation d'incinérateurs de déchets biomédicaux : 468 personnes ont été formées.
En outre, l'association a financé la construction de deux incinérateurs, la réhabilitation de deux autres, et l'achat de poubelles à déchets biomédicaux.
Ce projet a été présenté lors des Premières Rencontres des Initiatives Jeunes Solidaires le 18 janvier 2010. Il a été soutenu par le Conseil général à hauteur de 6 000 €.

Association Objectif Développement Durable 2009

Projet de mise en place d'un projet pilote de gestion des risques agricoles au Sénégal

L'objectif de ce projet de trois étudiants centraliens est la mise en place de nouveaux produits de gestion des risques et de micro assurance en milieu rural agricole pour relancer la production vivrière au Sénégal.
En effet, le haut niveau de risque induit par le secteur agricole dans les pays en développement (catastrophes naturelles, etc.) est le frein principal au développement de la micro finance en milieu rural agricole.
Actuellement, ils réalisent une étude de plusieurs expériences de ce type (Inde, Tanzanie, Kenya, Ethiopie) pour en tirer les bonnes pratiques dans ce secteur. À partir de mars 2010, ils adapteront ces propositions au contexte sénégalais en travaillant durant 5 mois avec 3 agences de micro-crédits.
Ce projet est soutenu tant au niveau financier que méthodologique par l'Agence Française de Développement, le Groupe de Recherche et d'Echanges Technologiques (GRET) et est réalisé en partenariat avec l'ONG Planet Finance.
Le Conseil général participe au projet à hauteur de 5 000 €.

Le dispositif « Initiatives jeunes solidaires »

Comment participer à l'appel à projets ?

Remettre un dossier de candidature avant le 12 mars 2010 pour participer à l'appel à projets 2010.
Pour tout renseignement : cooperation-internationale@cg92.fr

© D.R.

Composition du dossier de candidature :

Une lettre sollicitant une contribution du Conseil général.
Précisant le montant de la demande, le pays concerné, l'intitulé du projet et la structure porteuse du projet.

Le dossier de demande de subvention.
Complété et signé par le jeune et l'organisme porteur (téléchargeable sur le site www.hauts-de-seine.net, rubrique « coopération internationale »).

Une présentation détaillée du projet.
selon le plan conseillé sur le site : www.hauts-de-seine.net.

AVENTURE **Bulletin d'abonnement**

à retourner à : la Guilde - 11 rue de Vaugirard - 75006 Paris
(règlement par chèque à l'ordre de la Guilde européenne du raid)

Nom . . . . . Prénom . . . . . .
Adresse . . . . . .
Code Postal . . . . . Ville . . . . . .
Tél. . . . . E-mail . . . . . .

S'abonne à la revue *Aventure* (6 numéros)
☐ 19 euros (tarif normal)
☐ 14 euros (tarif adhérent)
☐ 23 euros (tarif étranger)

Joint son règlement de . . . . . euros à l'ordre de la Guilde. Date : . . . . . .

La Guilde européenne du raid – 11 rue de Vaugirard 75006 Paris – Tél. : 01 43 26 97 52 – aventure@la-guilde.org – www.la-guilde.org

Plan Marco Polo

Voyage longue durée ?
Plan Marco Polo vous protège !

- Frais médicaux et d'hospitalisation
- Rapatriement médical
- Visite d'un proche en cas d'hospitalisation
- Agression…

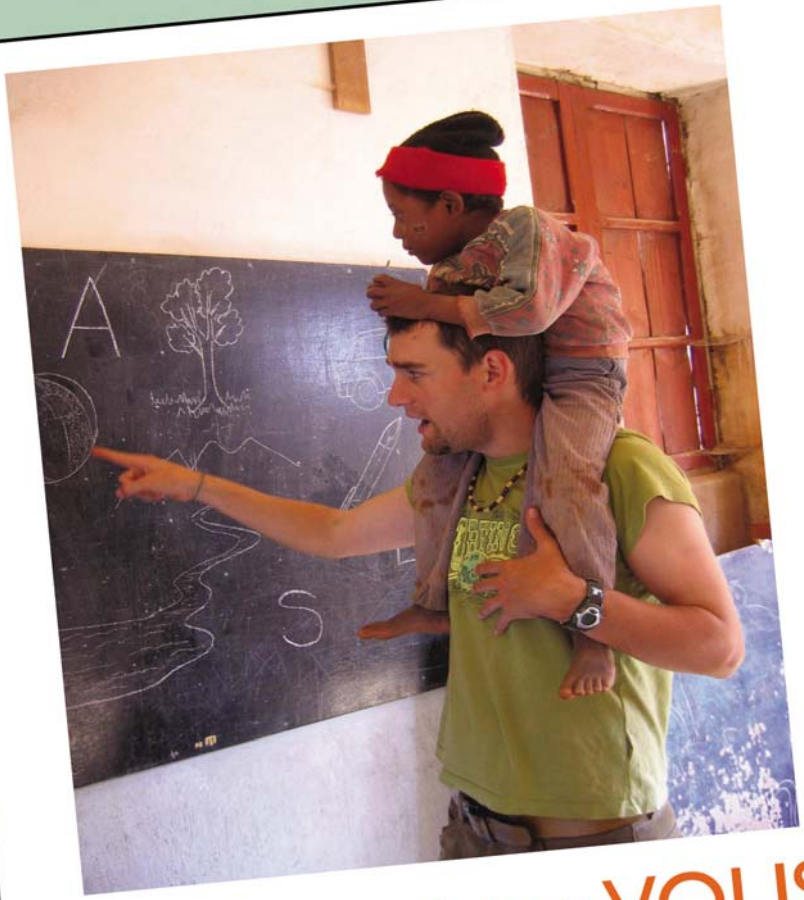
Vous partez plus de 2 mois pour effectuer un tour du monde, un séjour au pair, une mission de bénévolat ou un Permis Vacances Travail ?

Vous recherchez des prestations d'assurance et d'assistance adaptées à votre profil et votre projet. Plan Marco Polo vous assure pour une durée de 2 mois à 1 an (renouvelable).

www.avi-international.com
Tél. : 01 44 63 51 00

AVI INTERNATIONAL
L'Assurance Voyage

AVI International - Siège social 30, rue de Mogador, 75009 Paris - S.A. de courtage d'assurances à Conseil d'administration au capital de 100 000 € - RCS Paris 323 234 575 - N° TVA : FR72323234575000039 - N° d'immatriculation au registre unique des intermédiaires en assurances (ORIAS) 07 000 002 - Garantie financière et assurance de responsabilité civile professionnelle conformes aux articles L512-6 et L512-7 du code des assurances.



Et pourquoi pas VOUS ?

18-35 ans,

partez en Missions Courtes avec la Guilde pour découvrir le monde à travers une aventure solidaire !

La Guilde

http://missions.la-guilde.org

Contact : missions@la-guilde.org / 01.43.26.97.52